

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

22 MARS 2005

Les Objectifs du Millénaire

RECOMMANDATIONS ADOPTÉES
PAR LA COMMISSION DES
RELATIONS EXTÉRIEURES
ET DE LA DÉFENSE

Considérants

Vu le renvoi par le Sénat, en sa séance du 24 février 2005, à la commission des Affaires étrangères et de la Défense, des recommandations émises par la commission spéciale « Mondialisation » en date du 3 février 2005, en vue d'examiner les amendements déposés après l'adoption du rapport n° 3-603/1 & 2;

revu le rapport sur les Objectifs du Millénaire présenté par les rapporteuses Sabine de Bethune et Jacinta De Roeck, et adopté par la Commission spéciale « Mondialisation » sous la présidence de Pierre Galand.

1. vu la résolution 55/2 de l'Assemblée générale des Nations unies dans laquelle la communauté internationale s'est engagée, en septembre 2000, à faire diminuer de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015, à

Voir:

Documents du Sénat:

3-603 - 2004/2005:

- N° 1: Rapport fait par la commission spéciale « Mondialisation ».
- N° 2: Recommandations de la commission spéciale « Mondialisation ».
- N° 3 à 5: Amendements.
- N° 6: Rapport de la commission.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2004-2005

22 MAART 2005

De Millenniumdoelstellingen

AANBEVELINGEN AANGENOMEN DOOR DE
COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN EN VOOR DE
LANDSVERDEDIGING

Considerans

Gezien de terugzending door de Senaat in zijn vergadering van 24 februari 2005 van de aanbevelingen op 3 februari 2005 gedaan door de bijzondere commissie « Globalisering » aan de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging teneinde de amendementen te behandelen ingediend na de goedkeuring van het verslag nr. 3-603/1 & 2;

opnieuw onderzocht hebbend het rapport over de Millenniumdoelstellingen uitgebracht door de dames Sabine de Bethune en Jacinta De Roeck, rapporteurs, en aangenomen door de bijzondere commissie « Globalisering » onder het voorzitterschap van de heer Pierre Galand.

1. gezien resolutie 55/2 van de Algemene Vergadering van de VN, waarin de internationale gemeenschap zichzelf in september 2000 heeft opgelegd de extreme armoede tegen 2015 tot de helft te herleiden,

Zie:

Stukken van de Senaat:

3-603 - 2004/2005:

- Nr. 1: Verslag uitgebracht door de bijzondere commissie « Globalisering ».
- Nr. 2: Aanbevelingen van de bijzondere commissie « Globalisering ».
- Nrs. 3 tot 5: Amendementen.
- Nr. 6: Verslag van de commissie.

réduire de moitié la pauvreté et la faim, à mettre l'enseignement à la portée de tous, à améliorer les normes de santé, à mettre un terme à la propagation des grandes maladies comme le VIH/sida et à ralentir la dégradation de l'environnement d'ici 2015;

2. considérant que ces priorités forment les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM), qui sont une base minimale importante mais nettement insuffisante pour supprimer la pauvreté dans le monde;

3. vu la note de politique générale du ministre de la Coopération au développement, M. Armand De Decker, rappelant que les ODM seront le « fil rouge » et la référence pour la politique belge de coopération; que ladite note explicite, en particulier, l'engagement d'augmenter les moyens destinés à la coopération au développement pour atteindre 0,7% du RNB en 2010;

4. vu les conclusions du Conseil européen de Bruxelles du 17 décembre 2004 (points 63, 64 et 65 des conclusions du Conseil) dans lesquelles ledit Conseil a confirmé que l'Union européenne est tout acquise aux ODM et à l'idée qu'il faut veiller à ce que des progrès soient accomplis en vue de leur réalisation, en particulier en Afrique subsaharienne; qu'à cet égard, le Conseil européen s'est félicité que la Commission européenne consulte les différents États membres de l'Union européenne (UE) en vue de présenter au Conseil « Affaires générales et relations extérieures », en avril 2005, des propositions concrètes pour la fixation de nouveaux objectifs appropriés en matière d'aide publique au développement pour la période 2009-2010, tout en tenant compte de la situation des nouveaux États membres. L'UE explorera également des modes de financement nouveaux sur la base de propositions présentées par la Commission en vue de la réunion de haut niveau de 2005;

5. vu le rapport de M. Jeffrey Sachs, conseiller du secrétaire général de l'ONU sur l'état d'avancement des ODM, intitulé « *A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals* »;

6. vu le rapport du « Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement », constitué en novembre 2003 par le secrétaire général de l'ONU et chargé d'examiner les principales menaces et les défis auxquels est confrontée la communauté internationale dans le domaine plus large de la paix et de la sécurité, y compris les questions économiques et sociales qui sont liées à la paix et à la sécurité;

7. constatant que les avancées menant à la réalisation des ODM restent encore trop éloignées des promesses faites en 2000; que si le monde ne parvient pas notamment à atteindre l'objectif de réduction de la mortalité infantile, 45 millions d'enfants supplé-

de l'armoede et de la faim avec de l'aide internationale, il sera difficile de réduire de moitié la pauvreté et la faim, à mettre l'enseignement à la portée de tous, à améliorer les normes de santé, à mettre un terme à la propagation des grandes maladies comme le VIH/sida et à ralentir la dégradation de l'environnement d'ici 2015;

2. overwegende dat die prioriteiten de Millenniumdoelstellingen vormen, een belangrijke maar kennelijk ontoereikende minimumbasis om de armoede uit de wereld te helpen;

3. gezien de beleidsnota van minister van Ontwikkelingssamenwerking, de heer Armand De Decker, die eraan herinnert dat de Millenniumdoelstellingen de « rode draad » en de toetssteen van het Belgische ontwikkelingsbeleid zullen worden; dat die nota vooral uitvoerig ingaat op het engagement de middelen voor ontwikkelingssamenwerking op te voeren, zodat in 2010 0,7% van het BNI wordt gehaald;

4. gezien de conclusies van de Europese Raad van Brussel van 17 december 2004 (punt 63, 64 en 65 van de conclusies van de Raad), waarin die Raad bevestigt heeft dat de Europese Unie helemaal achter de Millenniumdoelstellingen staat en achter het idee dat er moet worden toegezien dat er vooruitgang wordt geboekt bij de realisatie ervan, vooral in subsaharaans Afrika; dat de Europese Raad zich erover verheugt dat de Europese Commissie alle Lidstaten van de Europese Unie (EU) raadpleegt om op de Raad van « *Algemene Zaken en Buitenlandse Betrekkingen* », in april 2005, concrete voorstellen in te dienen voor het vastleggen van nieuwe, aangepaste doelstellingen voor officiële ontwikkelingshulp over de periode 2009-2010, rekening houdend met de toestand van de nieuwe lidstaten; dat de EU ook nieuwe financieringsmethoden zal onderzoeken op basis van voorstellen die de Commissie met het oog op de top van 2005 heeft gedaan;

5. gezien het voortgangsrapport van de heer Jeffrey Sachs, adviseur van de secretaris-generaal van de VN, over Millenniumdoelstellingen, onder de titel « *A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals* »;

6. gezien het rapport van de « Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement », die in november 2003 door de secretaris-generaal van de VN werd samengesteld en belast werd met het onderzoek van de belangrijkste bedreigingen en uitdagingen op het ruimere gebied van vrede en veiligheid, inclusief de economische en maatschappelijke vraagstukken die aan vrede en veiligheid gekoppeld zijn;

7. vaststellende dat de vooruitgang op weg naar de realisatie van de Millenniumdoelstellingen nog al te ver onder de beloften blijft die in 2000 werden gedaan; dat indien de wereld er niet in slaagt de nagestreefde vermindering van kindersterfte te bereiken,

mentaires risquent de mourir d'ici à 2015 par rapport aux prévisions initiales;

8. rappelant que le Conseil des affaires étrangères et des relations extérieures devrait se réunir prochainement, et qu'il aura à se prononcer sur le rapport de la Commission relatif aux ODM, et ce avant que celui-ci ne soit soumis pour approbation au Conseil;

Objectif 0,7% du RNB

9. constatant qu'en 1992, le Sommet de la Terre tenu à Rio a débouché sur un ambitieux «Agenda 21», avec notamment comme objectif de résorber la fracture Nord-Sud et d'affecter 0,7% du RNB des pays industrialisés à l'aide publique au développement;

10. vu le «Consensus de Monterrey» de mars 2002, adopté lors de la Conférence internationale sur le financement du développement, au terme de laquelle plus de 170 pays se sont engagés à accroître le développement au sein des pays les plus pauvres du monde et que pour ce faire les pays riches ont promis de mettre à disposition 0,7% de leur RNB et de mettre un terme au fardeau de la dette; que l'UE s'est engagée à atteindre avant 2015 (2010 pour la Belgique) un taux d'allocation de ses ressources à la coopération au développement des pays les plus pauvres, s'élevant à 0,7% de son RNB; que dans le «Consensus de Monterrey», avait été prévue une proposition de mécanisme international de sortie de la dette qui devait constituer un premier pas sur la voie d'une procédure d'arbitrage honnête et transparente, hautement souhaitable pour les pays endettés;

11. vu la décision prise lors du Conseil européen de Barcelone, en mars 2002, par les chefs d'État et de gouvernement de l'UE, d'atteindre une moyenne de 0,39% d'ici 2006, étape intermédiaire vers l'objectif de 0,7% du RNB;

12. vu la déclaration gouvernementale du gouvernement belge, du 14 juillet 2003 qui réaffirme l'engagement d'atteindre 0,7% du RNB consacré à l'aide publique au développement (APD) pour 2010;

13. constatant que seuls le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède ont atteint l'objectif fixé par les Nations unies pour l'APD (0,7% du RNB); que cinq autres pays se sont engagés à atteindre cet objectif: l'Irlande, à l'horizon 2007, la Belgique, d'ici à 2010, la France et l'Espagne, en 2012 au plus tard, et le Royaume-Uni, en 2013;

14. considérant que le Budget de la coopération belge pour l'an 2004 fait état d'un niveau d'APD proche de 0,45 % du Revenu National Brut, soit un résultat en pourcentage proche de celui de 2002; que si cette tendance se maintenait l'engagement du gouver-

ken, er tegen 2015 45 miljoen kinderen meer dreigen te sterven dan aanvankelijk verwacht;

8. eraan herinnerend dat de Raad van algemene zaken en buitenlandse betrekkingen binnenkort vergadert en zich zal moeten uitspreken over het verslag van de Commissie over de Millenniumdoelstellingen en wel voor het ter goedkeuring aan de Raad wordt overgelegd;

Doelstelling 0,7% van het BNI

9. vaststellend dat de «Wereldtop van Rio» in 1992 heeft geleid tot een ambitieuze «Agenda 21», met als doelstelling de kloof tussen Noord en Zuid te dichten en 0,7% van het BNI van de industrielanden te besteden aan officiële ontwikkelingshulp;

10. gezien de «Consensus van Monterrey» van maart 2002, die tot stand kwam op de Internationale conferentie over ontwikkelingsfinanciering, waarop meer dan 170 landen zich ertoe hebben verbonden hun ontwikkelingsinspanning op te voeren in de armste landen ter wereld en aangezien de rijkste landen hiertoe beloofd hebben 0,7% van hun BNI ter beschikking te stellen en de schulden kwijt te schaffen; dat de EU zich ertoe heeft verbonden voor 2015 (2010 voor België) 0,7% van zijn BNI aan te zullen wenden voor de ontwikkelingssamenwerking met de armste landen; dat er in de «Consensus van Monterrey» een voorstel van internationale regeling is opgenomen om de schuld teniet te doen, wat een eerste stap moet zijn op weg naar een eerlijke en transparante arbitrageprocedure, die uiterst wenselijk is voor de landen met een schuldenlast;

11. gezien de beslissing die in maart 2002 door de Europese Raad van Barcelona werd genomen door de staatshoofden en regeringsleiders van de EU om tegen 2006 gemiddeld 0,39% te halen, als tussenstap naar de doelstelling van 0,7% van het BNI;

12. gezien de regeringsverklaring van de Belgische regering van 14 juli 2003, die het engagement herhaalt om tegen 2010 de 0,7% van het BNI voor overheidsontwikkelingshulp te bereiken;

13. vaststellend dat alleen Denemarken, Luxembourg, Noorwegen, Nederland en Zweden de doelstelling van de Verenigde Naties voor de overheidsontwikkelingshulp (0,7% van het BNI) hebben gehaald; dat vijf andere landen zich ertoe hebben verbonden dat doel te bereiken: Ierland tegen 2007, België tegen 2010, Frankrijk en Spanje uiterlijk in 2012 en het Verenigd Koninkrijk in 2013;

14. overwegende dat de begroting voor de Belgische ontwikkelingshulp voor 2004 melding maakt van officiële ontwikkelingshulp (ODA) van bijna 0,45% van het Bruto Nationaal Inkomen, wat percentsgewijze vergelijkbaar is met 2002; dat indien

nement d'atteindre 0,7 % du RNB en 2010 risquerait de ne pas être réalisé;

15. constatant que, selon un sondage réalisé en août 2004 par la direction générale de la Coopération au développement (DGCD), 65 % des habitants de notre pays se montrent intéressés par la coopération au développement alors que les grands thèmes de la coopération et de son actualité comme les ODM et la norme de 0,7 % du RNB, sont des concepts connus ou reconnus par à peine 1 à 2 % de la population sondée; que ce sondage révèle également que beaucoup de Belges sont prêts à payer plus d'impôts pour la coopération;

APD

16. vu la «Déclaration de Rome sur l'harmonisation», adoptée en février 2003 au sein de l'OCDE par le «Forum de haut niveau sur l'harmonisation»; considérant qu'il s'agit d'une déclaration d'intention dans laquelle les pays donateurs et les donateurs multilatéraux se sont engagés à modifier leurs pratiques et à améliorer la manière dont ils fournissent de l'aide, afin que celle-ci contribue plus efficacement à réduire la pauvreté; que cette démarche s'inscrivait dans un effort international dont le but est d'harmoniser les politiques, procédures et pratiques opérationnelles de nos institutions avec celles en vigueur dans les pays partenaires en vue d'améliorer l'efficacité de l'aide au développement et de contribuer de cette façon à atteindre les ODM; que pour appliquer ces principes, les donateurs doivent adopter et appliquer un plan indiquant comment ils comptent, d'ici septembre 2005, renforcer la coordination et réduire les coûts de transaction imposés aux pays bénéficiaires;

17. considérant que l'Europe est le premier bailleur de fond au niveau mondial, qu'en ce sens l'Europe a un rôle d'exemple à jouer sur la scène internationale et qu'elle doit mettre tout en œuvre pour atteindre les ODM; qu'elle doit améliorer l'efficacité de son aide, notamment, en veillant à mieux coordonner ses propres efforts de coopération avec ceux de ses États membres; qu'elle doit veiller à la cohérence entre les bailleurs de fonds, au sein même de l'ensemble européen mais aussi au sein d'autres institutions internationales comme la Banque Mondiale ou d'autres programmes comme le NEPAD; et que l'Europe devrait assurer le rôle de leadership dans la mise en œuvre des ODM;

18. considérant, dans un souci de «*mutual accountability*», que les pays en développement sont confrontés à une multitude d'exigences de gestion imposées par leurs différents donateurs; que les procédures définies par les donateurs font que les responsa-

die trend aanhoudt het engagement van de regering om in 2010 0,7 % van het BNI te halen niet zal worden gerealiseerd;

15. vaststellende dat volgens een opiniepeiling die de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking (DGOS) heeft laten houden, 65 % van de inwoners van ons land zich zeer geïnteresseerd tonen voor ontwikkelingssamenwerking, terwijl de grote thema's van de samenwerking en de concrete uitvoering ervan, zoals de Millenniumdoelstellingen, de norm van 0,7 % van het BNI, door nauwelijks 1 à 2 % van de gepeilde burgers gekend zijn of herkend worden; dat uit die peiling ook blijkt dat heel wat Belgen bereid zijn meer belastingen te betalen voor de samenwerking;

ODA

16. gezien de «Verklaring van Rome betreffende de harmonisering» die in februari 2003 in de OESO werd aangenomen door het «Hoog Forum voor de harmonisering»; overwegende dat het om een intentieverklaring gaat, waarin de donorlanden en de multilaterale donoren zich ertoe hebben verbonden hun houding te wijzigen en de manier waarop ze hulp verstrekken te verbeteren, opdat de hulp efficiënter kan bijdragen tot de vermindering van de armoede; dat die aanpak paste in een internationale inspanning die ernaar streeft het beleid, de procedures en de operationele aanpak van onze instellingen af te stemmen op die van de partnerlanden om de efficiëntie van de ontwikkelingshulp op te voeren en op die manier bij te dragen tot het bereiken van de Millenniumdoelstellingen; dat om die beginseLEN toe te passen, de donoren een plan moeten aannemen en toepassen waarin staat hoe ze tegen september 2005 de coördinatie willen verbeteren en de transactiekosten die de begunstigde landen worden opgelegd willen verminderen;

17. overwegende dat Europa de eerste geldschieter is op wereldvlak, dat Europa dan ook een voorbeeldrol te vervullen heeft op de internationale scène en dat Europa alles in het werk moet stellen om de Millenniumdoelstellingen te halen, dat het de doeltreffendheid van zijn hulp moet verhogen onder meer door zijn eigen samenwerkingsinspanningen en die van de lidstaten beter te coördineren; toe te zien op een coherent optreden van de geldschieters binnen Europa zelf maar ook binnen andere internationale instellingen zoals de Wereldbank of andere programma's zoals NEPAD; overwegende dat Europa een leidende rol te vervullen heeft bij de uitvoering van de Millenniumdoelstellingen;

18. overwegende dat de verschillende donoren, in het kader van de «*mutual accountability*», de ontwikkelingslanden zeer veel beheersvereisten opleggen; dat de procedures die de donoren bepalen ertoe leiden dat de bewindslieden die hulp krijgen teveel

bles des gouvernements bénéficiaires de l'aide passent trop de temps à rendre des comptes aux donateurs; que les incertitudes quant à la fourniture de l'aide nuisent à l'efficacité des actions des gouvernements que les donateurs entendent soutenir; que l'aide n'est fournie à temps que dans un tiers des cas; que dans ce domaine la Commission européenne doit faire un réel effort en vue d'harmoniser ses exigences et de libérer plus vite les fonds nécessaires aux pays en développement; qu'en matière de déblocage des fonds, il arrive également beaucoup trop souvent qu'une aide promise par un donateur ne soit jamais versée, ou encore, qu'une fois versée, elle s'avère inférieure à l'aide promise;

19. considérant que le respect de l'objectif de « *mutual accountability* » implique une responsabilité partagée entre donateur et bénéficiaire en matière de gestion de l'aide;

20. considérant que l'aide déliée est un principe fondamental de l'aide, suivi par la Belgique; constatant que l'engagement de délier l'aide est encore loin d'être accompli au niveau mondial, alors que l'Europe en avait fait un de ses chevaux de bataille à Barcelone pour soutenir la mise en place des ODM; considérant que la Belgique devrait œuvrer à ce que ce principe soit reconnu comme une condition de l'aide au niveau international et à ce que le déliement de l'aide profite avant tout aux producteurs et artisans des pays aidés;

21. considérant que la « bonne gouvernance », et notamment la lutte contre la corruption, constitue en tant que telle, l'un des objectifs à atteindre par les bénéficiaires de l'aide; que la poursuite de ces objectifs nécessite un soutien financier de la part des pays donateurs; et que la « bonne gouvernance » ne saurait donc devenir elle-même, en tant que telle, une condition de l'octroi de l'aide accordée aux pays les plus pauvres;

22. considérant qu'il est unanimement reconnu que la communauté des États donateurs devrait s'assurer qu'aucun des pays les plus pauvres ne soit exclu du circuit de l'aide au développement, et que l'engagement sur le long terme et la concertation visant à éviter une trop grande concentration de l'aide apportée à certains pays aux dépens d'autres pays, garantiraient de façon plus efficace la cohérence des politiques menées par les pays donateurs individuels;

23. considérant que le commissaire européen chargé de la coopération au développement, propose de mettre l'accent sur l'aide budgétaire directe, alors que la pratique actuelle fait une large part aux autres aides bilatérales. Les administrations publiques doivent en effet pouvoir assumer plus clairement leurs responsabilités. L'aide budgétaire directe permet de mieux impliquer les acteurs locaux et d'apporter plus de pérennité aux aides en direction des pays du Sud.

tijd besteden aan het rekenschap afleggen aan de donoren; dat de twijfels met betrekking tot de hulpverstrekking schadelijk zijn voor de doeltreffendheid van de activiteiten van de regeringen die zij wensen te steunen; dat slechts één derde van de hulp tijdig wordt verstrekt; dat de Europese Commissie op dit vlak een echte inspanning moet leveren om haar eisen op elkaar af te stemmen en sneller de fondsen vrij te maken waaraan de ontwikkelingslanden behoeft hebben; dat het inzake het vrijmaken van fondsen bovendien te vaak voorkomt dat de door een donor beloofde hulp nooit wordt gestort, of, indien zij toch gestort wordt, minder blijkt te zijn dan wat beloofd was;

19. overwegende dat het realiseren van de doelstelling van « *mutual accountability* » een gedeelde verantwoordelijkheid veronderstelt tussen donor en begünstigde inzake het beheer van de hulp;

20. vaststellend dat België uitgaat van het grondbeginsel van de ongebonden hulp, vaststellend dat de verbintenis om hulp vrij te maken op wereldschaal nog lang niet is nagekomen, ofschoon dat een Europees speerpunt was in Barcelona om de uitvoering van de Millenniumdoelstellingen te ondersteunen; overwegende dat ons land een inspanning zou moeten leveren om dat beginsel te doen erkennen als een voorwaarde inzake hulp op het internationale niveau en dat het vrijmaken van de hulp in de eerste plaats ten goede komt van de producenten en de ambachtslieden van de geholpen landen;

21. overwegende dat een degelijk bestuur en in het bijzonder de strijd tegen de corruptie als dusdanig een van de te bereiken doelstellingen is voor de ontvangers van de hulp; dat het streven naar de verwezenlijking van de doelstellingen financiële ondersteuning door de donorlanden vergt; en dat het degelijk bestuur op zichzelf bijgevolg geen voorafgaande voorwaarde kan zijn waarvan de toekennung van hulp aan de armste landen afhankelijk wordt gesteld;

22. overwegende dat algemeen erkend wordt dat de gemeenschap van donorlanden ervoor moet zorgen dat geen enkel van de armste landen van de lijst van de ontwikkelingshulp uitgesloten wordt, en dat de verbintenis op lange termijn en het overleg om te vermijden dat de hulp teveel geconcentreerd wordt op een aantal landen ten nadele van andere, de meeste efficiënte waarborg is voor een coherent beleid in de individuele donorlanden;

23. overwegende dat de heer Louis Michel, Eurocommissaris voor de ontwikkelingssamenwerking, voorstelt de nadruk te leggen op de directe begrotingshulp terwijl het thans gebruikelijk is plaats in te ruimen voor andere vormen van bilaterale hulp. De overheid kan immers haar verantwoordelijkheid niet langer uit de weg gaan. De directe begrotingshulp biedt de kans de lokale actoren er beter bij te betrekken en de hulp aan de landen van het Zuiden beter te

Aujourd’hui, les aides budgétaires directes représentent 20 % du total contre 80 % pour les subventions bilatérales. Cette proportion est insuffisante;

24. rappelant la décision prise en mars 2005 au sein de la réunion à haut niveau du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) de geler pendant les deux prochaines années la question de l'élargissement des critères d'éligibilité à l'APD;

Financement APD

25. considérant que l'APD joue un rôle considérable en fournissant rapidement aux pays les ressources nécessaires à la croissance économique assortie d'un développement social; que cette aide extérieure peut constituer un élément déterminant pour l'amélioration de l'infrastructure économique et des résultats en matière de santé et d'éducation;

26. vu la déclaration de Genève, signée en 2004, qui énonce que la lutte contre la faim et la pauvreté ne pourra réussir et la promotion du développement être menée à bien, si l'écart entre les engagements politiques et la réalité des ressources disponibles pour le financement du développement n'est pas rapidement réduit; qu'actuellement, la mise en œuvre des engagements financiers souscrits par l'ensemble des nations reste lente et hétérogène; et que pour autant que l'évolution actuelle demeure inchangée, les objectifs et les échéances convenues pour les atteindre ne pourront tout simplement pas être respectés;

27. considérant que l'augmentation de l'APD ne peut se résumer à des réductions de dette;

28. considérant que même en atteignant l'objectif de 0,7 % du RNB, l'APD ne sera jamais qu'un outil, indispensable certes, mais limité, au service d'un développement durable et équitable; que pour mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation des ODM et notamment pour financer une véritable politique de biens publics mondiaux, d'autres mécanismes doivent être actionnés;

29. considérant que si l'aide est plus stable, elle peut être absorbée et gérée plus efficacement, en quantités plus importantes; que pareille façon de gérer l'aide, contribuera à mettre fin au débat sur la capacité d'absorption. La prévisibilité peut également se révéler un facteur de transparence dans l'utilisation de l'aide par les pays bénéficiaires. Il existe, parallèlement à l'APD traditionnelle, des solutions originales viables pour amplifier l'action internationale;

Financement alternatif

30. vu le rapport Landau sur les nouvelles contributions financières internationales, élaboré par le

bestendigen; dat thans de directe begrotingshulp 20 % vertegenwoordigt van het totaal tegen 80 % bilaterale subsidie; dat dit geen evenredige verhouding is;

24. herinnerend aan de beslissing die is genomen in maart 2005 in de vergadering op hoog niveau van het Comité voor ontwikkelingshulp van de OESO om de kwestie van de verruiming van de voorwaarden om in aanmerking te komen voor officiële ontwikkelingshulp de komende twee jaar niet te behandelen;

Financiering van de ODA

25. overwegende dat de ODA een aanzienlijke rol speelt door aan landen de nodige middelen te verschaffen die nodig zijn voor de economische groei geflankeerd door de sociale vooruitgang; dat deze hulp van buitenaf bepalend kan zijn voor de verbetering van de economische infrastructuur en de resultaten op het vlak van gezondheid en onderwijs;

26. gelet op de verklaring van Genève van 2004, die stelt dat de strijd tegen hongersnood, armoede en onderontwikkeling alleen kan slagen als de kloof tussen de politieke engagementen en de werkelijk beschikking gestelde middelen voor de financiering van de ontwikkeling spoedig gedicht wordt; gelet op het feit dat de uitvoering van de financiële verbintenissen waartoe alle staten zich hebben verbonden traag en ongelijkmatig blijft; en dat als de huidige trend aanhoudt, de doelstellingen en de deadlines om ze te bereiken eenvoudigweg niet gehaald kunnen worden;

27. overwegende dat een toename van de ODA niet beperkt kan blijven tot schuldbeminderingen;

28. overwegende dat zelfs als de doelstelling van 0,7 % van het BNI gehaald wordt, de ODA nooit meer zal zijn dan een werktuig, dat weliswaar onmisbaar, maar beperkt is, om te komen tot een duurzame en eerlijke ontwikkeling; dat het bijeenbrengen van de nodige middelen om de Millenniumdoelstellingen tot stand te brengen, en in het bijzonder om een werkelijk beleid van wereldwijd publieke goederen te financieren, andere werktuigen vereist;

29. overwegende dat een stabielere hulp op een meer efficiënte wijze opgenomen en beheerd kan worden in grotere hoeveelheden; dat een dergelijke manier om de hulp te beheren een einde zal maken aan het debat over het absorptievermogen; de voor-spelbaarheid ook kan de transparantie in het gebruik van de hulp door de begunstigde landen bevorderen; dat naast de traditionele ODA er andere originele en realistische manieren bestaan om de internationale acties uit te breiden;

Alternatieve financiering

30. gelet op het Landau-verslag betreffende de nieuwe internationale financieringsbijdragen die de

Sénat français et publié en octobre 2003 à la demande du président Jacques Chirac;

31. vu la déclaration conjointe d'action contre la faim et la pauvreté, lancée par le président du Brésil, M. Luiz Ignacio Lula, cosignée par ses homologues français, M. Jacques Chirac, et chilien, M. Ricardo Lagos, ainsi que par M. Kofi Annan, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, rejoints dernièrement par le premier ministre espagnol, M. José Luis Rodriguez Zapatero; vu que les signataires de cette déclaration ont mis sur pied un groupe technique chargé de réfléchir à différentes propositions de sources innovantes de financement de l'aide au développement permettant d'accroître significativement les ressources qui lui sont aujourd'hui allouées et d'examiner des mécanismes propres à orienter efficacement ces éventuelles ressources additionnelles vers un fonds spécial de lutte contre la faim et la pauvreté, sous le contrôle des institutions multilatérales appropriées; qu'un tel fonds devrait répondre, en priorité, aux besoins les plus urgents dans le domaine de l'éradication de la faim, sous l'égide des Nations unies réformées; vu, en outre, le rapport du groupe technique sur les mécanismes innovants de financement publié en septembre 2004, dans lequel est évoquée une série d'instruments innovants considérés comme techniquement réalisables; que parmi ceux-ci ont été envisagés la taxation du commerce des armes, la facilité de financement internationale (mécanisme qui permettrait de procéder au déboursement de l'aide par anticipation, grâce à un dispositif d'emprunt garanti par les États participants), l'utilisation des droits de tirage spéciaux (DTS), l'amélioration de la transparence dans les transactions financières, la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, l'accroissement des bénéfices découlant des envois de fonds des travailleurs immigrés, les contributions financières au moyen de cartes de crédit ou encore le soutien à l'investissement socialement responsable ou aux «fonds éthiques»;

32. vu la loi du 19 novembre 2004 visant à l'instauration d'une taxe Tobin, qui prévoit l'application d'une taxe de 0,01 ou 0,02 % à toute transaction ayant pour objet le change de devises; que la taxe s'élève à 80 % si le taux de change dépasse une marge de fluctuation pré-déterminée; que son adoption par les douze pays de la zone euro est toutefois nécessaire à sa mise en œuvre; que cette taxe est l'un des outils qui, mis en application au niveau international, contribuerait à une plus grande stabilité des marchés et à une meilleure répartition des richesses sur la planète;

Dette

33. constatant que la dette extérieure publique constitue un véritable frein pour le financement du développement des pays du Tiers-monde; qu'en

Franse Senaat in 2003 heeft opgesteld en bekendgemaakt op vraag van president Jacques Chirac;

31. gelet op de gezamenlijke actieverklaring tegen hongersnood en armoede, op initiatief van de president van Brazilië, de heer Luiz Ignacio Lula, medeondertekend door zijn Franse en Chileense ambtsgenoten, de heren Jacques Chirac en Ricardo Lagos, door de heer Kofi Annan, secretaris-generaal van de Verenigde Naties, en onlangs door de Spaanse eerste minister, de heer José Luis Rodriguez Zapatero; gelet op het feit dat de ondertekenaars van deze verklaring een technische werkgroep hebben opgericht om verschillende nieuwe vormen van financiering van de ontwikkelingshulp te onderzoeken, die de huidige middelen die worden toegekend aanzienlijk zouden verhogen, en om mechanismen te onderzoeken die deze eventuele bijkomende middelen efficiënt kunnen toewijzen aan een bijzonder fonds ter bestrijding van hongersnood en armoede, onder toezicht van bevoegde multilaterale instellingen; dat een dergelijk fonds in eerste instantie de dringendste noden moet lenigen inzake hongersnood, onder toezicht van de hervormde Verenigde Naties; gelet bovendien op het verslag van de technische werkgroep betreffende de innoverende financieringsmechanismen, verschenen in september 2004, waarin een aantal technisch haalbare nieuwe financieringsmechanismen voorgesteld worden; gelet op het feit dat men daarbij denkt aan een belasting op de wapenhandel, de internationale financieringsfaciliteit (waarbij hulp van tevoren kan worden toegekend dank zij gewaarborgde leningen door de deelnemende Staten), het gebruik van bijzondere trekkingsrechten, een grotere transparantie van de financiële verrichtingen, de strijd tegen belastingontwijking en fiscale paradijzen, en een stijging van de winsten uit het overmaken van kapitaal door geëmigreerde werknemers, de financiële bijdragen via kredietkaarten of nog het steunen van sociaal verantwoorde investeringen of «ethische fondsen»;

32. gelet op de wet ter invoering van een Tobintaks van 19 november 2004, die een heffing van 0,01 of 0,02 % invoert op elke verrichting met het doel om vreemde valuta te wisselen; op het feit dat de heffing 80 % bedraagt als de wisselkoersschommeling een voorafbepaalde marge overschrijdt; dat de aanname ervan door twaalf landen van de eurozone echter noodzakelijk is voor de tenuitvoerlegging; dat deze heffing een van de werktuigen is die, als het op internationaal niveau wordt toegepast, kan bijdragen tot een grotere stabiliteit van de markten en een betere spreiding van de rijkdommen in de wereld;

Schuldenlast

33. overwegende dat de externe overheidsschuld een grote hinderpaal vormt voor de financiering van de ontwikkeling in de Derde Wereld; dat bovendien

outre, une part considérable de la dette du Tiers-monde provient de prêts bancaires détournés par des dictatures en période de guerre froide avec la complétilté de certaines banques, mettant à profit ensuite leur ingénierie financière pour se faire rembourser sous forme d'emprunts;

34. considérant que dans le Consensus de Monterrey, est prévue une proposition de mécanisme international de sortie de la dette qui pourrait constituer un premier pas sur la voie d'une procédure d'arbitrage honnête et transparente, hautement souhaitable pour les pays endettés;

35. considérant que, selon les données du rapport de la CNUCED «*Debt sustainability: oasis or mirage?*», la dette de l'Afrique subsaharienne a quintuplé de 1980 à 2000 et que la charge d'intérêt due aux institutions multilatérales a sextuplé; que l'essentiel de cette dette provient de l'exécution, sous le contrôle strict du FMI et de la Banque mondiale, des programmes d'ajustement structurel, pour lesquels de nouveaux prêts bilatéraux furent consentis; que selon ce rapport, ces programmes n'étaient pas adaptés aux besoins spécifiques ni à la situation de ces pays; que ce rapport en appelle dès lors à la responsabilité partagée entre créanciers et débiteurs dans le problème de la dette extérieure de l'Afrique; que le rapport soulève aussi les limites du projet HIPC «*Highly Indebted Poor Countries Initiative*», puisqu'entre 2003 et 2005, le volume du remboursement de la dette augmentera de 2,4 à 2,6 milliards de dollars par an; que si l'on se fonde sur l'évolution prévisible de la croissance, 23 pays n'auront que 40 % de chances de parvenir à un niveau d'endettement acceptable d'ici 2020;

een groot deel van de schulden van de Derde Wereld voortkomt uit leningen die door dictaturen tijdens de Koude Oorlog verduisterd zijn met de medeplichtigheid van sommige banken, die dan gebruik hebben gemaakt van hun financiële expertise om zich in de vorm van leningen te laten terugbetaLEN;

34. overwegende dat er in de Consensus van Monterrey een voorstel is opgenomen voor een internationaal mechanisme om de schuld te niet te doen, wat een eerste stap kan zijn op weg naar een eerlijke en transparante arbitrageprocedure, die zeer wenselijk is voor de landen met een schuldenlast;

35. overwegende dat volgens de informatie in het UNCTAD-rapport «*Debt sustainability: oasis or mirage?*», de schuld van Subsaharaans Afrika van 1980 tot 2000 vervijfvoudigd is en dat de rentelast die aan de multilaterale instellingen moet worden betaald verzesvoudigd is; dat het grootste deel van die schuld veroorzaakt is door de uitvoering, onder nauwgezette controle van het IMF en de Wereldbank, van de structurele aanpassingsprogramma's, waarvoor nieuwe bilaterale leningen werden toegekend; dat die programma's volgens dat rapport niet aangepast waren aan de specifieke noden, noch aan de toestand van die landen; dat het rapport bijgevolg een oproep doet tot gedeelde verantwoordelijkheid tussen schuldeisers en schuldenaars inzake het probleem van de buitenlandse schuld van Afrika; dat het rapport ook op de grenzen wijst van het HIPC «*Highly Indebted Poor Countries Initiative*»-project, aangezien van 2003 tot 2005 het volume van de terugbetaling van de schuld zal toenemen van 2,4 tot 2,6 miljard dollar per jaar; dat wanneer men zich baseert op de verwachte ontwikkeling van de groei, 23 landen slechts 40 % kans hebben om tegen 2020 een aanvaardbare schuldenlast te bereiken;

Évasion fiscale et criminalité

36. constatant les entraves causées au développement, notamment, par l'évasion fiscale à grande échelle; que des moyens financiers, considérables qui pourraient être investis dans des programmes sociaux, éducatifs ou écologiques sont détournés pour disparaître en toute légalité dans des places offshore;

37. considérant que l'on estime que ces transferts provoquent annuellement, pour les pays en voie de développement, des pertes financières plus élevées que l'aide au développement qu'ils reçoivent;

38. constatant que de graves crises financières ont déstabilisé l'économie d'un certain nombre de pays du Tiers-monde à la fin des années nonante, à tel point que le chômage et la misère de la population ont dramatiquement augmenté; qu'aujourd'hui encore, trop peu de mesures sont prises pour éviter ce genre de crises et que les flux de capitaux échappent dans une

Belastingontwijking en criminaliteit

36. de hinderpalen voor ontwikkeling vaststellend, ontstaan door de grootschalige belastingontwijking; vaststellend dat aanzienlijke financiële middelen, die geïnvesteerd zouden kunnen worden in onderwijsprogramma's, in sociale of ecologische programma's, worden afgeleid om op volledig wettige namen naar offshore-markten te verdwijnen;

37. overwegende dat die transfers voor de ontwikkelingslanden financiële verliezen veroorzaken die hoger zijn dan de ontwikkelingshulp die ze krijgen;

38. vaststellende dat ernstige financiële crisissen de economie van een aantal derdewereldlanden op het einde van de jaren negentig hebben ontwricht, zodat de werkloosheid en de armoede van de bevolking dramatisch is toegenomen; dat ook vandaag nog te weinig maatregelen worden genomen om dergelijke crisissen te voorkomen en dat de kapitaalstromen in

large mesure au contrôle des pouvoirs publics; qu'il est dès lors nécessaire d'assurer un meilleur contrôle des marchés internationaux, sans que ces mesures entravent le développement socio-économique des nouveaux pays émergents; c'est ce qui a amené la Chambre des représentants à voter une taxe Tobin, dans sa variante « Spahn », susceptible d'avoir selon certains experts un effet modérateur sur la volatilité de ces flux de capitaux;

39. considérant que si le trafic de drogues demeure l'une des principales activités des organisations criminelles, celles-ci se livrent aussi à d'autres trafics lucratifs comme ceux des déchets nucléaires, des armes à feu, des espèces protégées, des objets culturels et, plus tragiquement, des êtres humains, au détriment des pays en voie de développement;

40. considérant que sous sa forme la plus extrême, la criminalité organisée peut déclencher des crises humanitaires; que la solution de certains conflits peut être rendue plus difficile en raison de la cupidité de ces criminels qui procèdent, dans les pays ravagés par la guerre, à l'exploitation illégale des ressources; qu'outre les dommages causés par ces pratiques pendant les conflits, le développement de la criminalité organisée dans les périodes suivant un conflit, constitue un obstacle à la mise en place d'institutions publiques crédibles et bien organisées;

Femmes

41. considérant qu'il est significatif que les ODM énoncent comme un objectif spécifique l'égalité de genre (objectif n° 3) alors que le genre est trop peu présent dans les sept autres objectifs; que l'on doit pourtant admettre que de nombreux rapports — dont le rapport du PNUD lui-même — soulignent que le genre est un élément central dans la réalisation des ODM; que l'absence d'avancée dans ce domaine entravera fortement la réalisation des autres objectifs;

42. considérant que les engagements pris par la Belgique en signant la « Plate-forme d'action de Pékin », signée après la Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes en 1995 (qui précise dans quels domaines et de quelle manière les travaux en vue de l'égalité des chances doivent avancer);

43. soulignant le fait que, dans les pays en voie de développement, les femmes assument en grande partie la satisfaction des besoins fondamentaux de leur famille; que les femmes cumulent la quasi-totalité de ce travail considéré comme improductif, mais aussi une part croissante du travail productif en agriculture, estimée actuellement à 80%; que nonobstant cela, leur contribution est tenue pour négligeable par la population masculine; considérant que parce que

hoge mate aan overheidscontrole ontsnappen; dat het daarom nodig is voor een betere controle van de internationale markten te zorgen, zonder dat die maatregelen de sociaal-economische ontwikkeling van de nieuwe groeilanden belemmeren; dat de Kamer van volksvertegenwoordigers daartoe een Tobin-taks in zijn « Spahn »-variant heeft goedgekeurd die in de meeste gevallen een matigend effect kan hebben op de vluchtigheid van die kapitaalstromen;

39. overwegende dat drugssmokkel weliswaar één van de belangrijkste activiteiten van de criminale organisaties blijft, maar dat ze zich ook aan andere winstgevende verboden handeltjes begeven, zoals kernaafval, vuurwapens, beschermde soorten, kunstvoorwerpen, en, erger nog, mensen, ten koste van de ontwikkelingslanden;

40. overwegende dat de georganiseerde misdaad in zijn meest extreme vorm humanitaire crisissen kan veroorzaken; dat de oplossing van bepaalde conflicten bemoeilijkt kan worden door de hebzucht van die misdadigers die in de door de oorlog geteisterde landen de grondstoffen illegaal exploiteren; dat naast de schade veroorzaakt door die praktijken tijdens de conflicten, de ontwikkeling van de georganiseerde misdaad in de periode na een conflict een hinderpaal is voor de oprichting van geloofwaardige en goed georganiseerde overheidsinstellingen;

Vrouwen

41. overwegende dat het veelzeggend is dat de Millenniumdoelstellingen gendergelijkheid als een specifiek doel vooropstellen (doelstelling nr. 3), terwijl het genderaspect in de zeven andere doelstellingen onvoldoende aanwezig is; dat niettemin duidelijk is dat vele verslagen — waaronder het verslag van het UNDP zelf — onderstrepen dat gender een centraal gegeven is voor het realiseren van de Millenniumdoelstellingen; dat het uitblijven van vooruitgang op dit gebied de haalbaarheid van de andere doelstellingen ernstig in het gedrang brengt;

42. gezien de engagementen die België heeft aangegaan door het ondertekenen van het « Actieplatform van Beijing », dat ondertekend werd na de Wereldconferentie van de Verenigde Naties over vrouwen in 1995 (dat aangeeft op welke gebieden en op welke wijze het werken naar gelijkheid van kansen moeten worden voortgezet);

43. het feit overwegende dat vrouwen in ontwikkelingslanden grotendeels in de basisbehoeften van hun gezin voorzien; dat vrouwen bijna al die arbeid, die als onproductief wordt beschouwd, op zich nemen, maar ook een groeiend deel van de productieve arbeid in de landbouw, dat momenteel op 80% wordt geraamd; dat hun bijdrage door de mannelijke bevolking niettemin als te verwaarlozen wordt beschouwd; overwegende dat aangezien vrouwen

les femmes sont les plus nombreuses à cultiver la terre et sont au cœur de l'approvisionnement alimentaire (secteur fragile), elles sont aussi les plus vulnérables dans le système économique globalisé;

44. considérant que les progrès réalisés ces dix dernières années dans le domaine de l'enseignement sont importants mais n'offrent pas de garantie quant à sa qualité et à l'avancée vers une égalité de genre en général (en termes d'emploi, d'ouverture aux femmes des postes à responsabilité, de la place des femmes en politique, ...); que d'autres facteurs extérieurs ont un impact sur la répartition des rôles et la position de la femme dans la société; que l'octroi aux femmes d'un accès à la propriété des terres qu'elles cultivent est important pour lutter contre la pauvreté mais également pour provoquer l'amélioration du statut des femmes dans leur famille et dans la société;

45. constatant que les estimations les plus récentes de l'OMS, indiquent que les taux de mortalité maternelle restent affligeants en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud puisque le nombre de décès liés à la maternité en 2000 dans ces deux régions est estimé à 445 000, sur un total de 529 000; que c'est en Afrique subsaharienne que le taux a été le plus élevé (920 décès pour 100 000 naissances vivantes, tandis que l'Asie du Sud suivait en deuxième position (520 pour 100 000); qu'il est capital pour la réduction des décès liés à la maternité que les accouchements se fassent en présence de personnel de santé qualifié, ainsi qu'en témoignent les données récentes, qui font apparaître des progrès appréciables en Afrique du Nord et en Asie du Sud et du Sud-Est à la suite de l'amélioration des soins; que les taux les plus faibles (35 %) se rencontrent en Asie centrale du Sud;

46. rappelant que la Conférence internationale du Caire de 1994 sur la Population exhortait tous les États à considérer l'avortement à risque comme un problème majeur de santé publique, à réduire le recours à l'avortement grâce à l'accès à des services étendus et améliorés de planification familiale, à s'assurer que les femmes qui portent des grossesses non désirées aient un accès facile aux informations sûres et à un «counseling» compatissant, à déterminer les mesures ou les changements relatifs à l'avortement, dans le système de la santé au niveau local ou national, selon le processus législatif national; qu'elle exhortait également les États à réviser les lois qui pénalisent les femmes ayant recours aux avortements illégaux et que l'article 8.25 des accords du Caire affirme que: «Dans tous les cas, les femmes devraient avoir accès aux services de qualité pour la gestion des complications liées à l'avortement. Le counseling post-avortement, l'éducation et les services de planification familiale devraient être offerts promptement, ce qui permettra aussi d'éviter des avortements répétés»; que, de manière plus générale,

talrijker het land bewerken en in het centrum van de voedselvoorziening (kwetsbare sector) staan, ze ook kwetsbaarder zijn in het geglobaliseerde economisch systeem;

44. overwegende dat de vooruitgang die de jongste tien jaar werd geboekt op het gebied van onderwijs aanzienlijk is, maar geen waarborg biedt voor de kwaliteit ervan en voor de doorbraak naar gendergelijkheid in het algemeen (inzake werkgelegenheid, toegang voor vrouwen tot leidinggevende posten, de plaats van de vrouw in de politiek, ...); dat andere externe factoren een invloed hebben op de rolverdeling en de plaats van de vrouw in de samenleving; dat het verlenen aan vrouwen van toegang tot de eigenheid van de grond die ze bewerken belangrijk is in de strijd tegen de armoede, alsook om een betere status voor vrouwen af te dwingen in hun familie en in de maatschappij;

45. overwegende dat uit de recentste ramingen van de WHO blijkt dat de sterftecijfers van moeders in Subsaharaans Afrika en in Zuid-Azië pijnlijk hoog blijven, aangezien het aantal bevallingsgerelateerde overlijdens in 2000 in beide regio's op 445 000 wordt geraamd, op een totaal van 529 000; dat dit cijfer het hoogste lag in Subsaharaans Afrika (920 overlijdens per 100 000 geboorten van een levend kind, terwijl Zuid-Azië op de tweede plaats volgde (520 per 100 000); dat het voor de vermindering van de bevallingsgerelateerde overlijdens van het grootste belang is dat de bevallingen plaatsvinden in aanwezigheid van geschoold medewerkers in de gezondheidssector, zoals blijkt uit recente cijfers die een aanzienlijke vooruitgang tonen in Noord-Afrika en in Zuid- en Zuidoost-Azië als gevolg van de verbetering van de zorg; dat de laagste cijfers (35 %) in het centrale gedeelte van Zuid-Azië voorkomen;

46. eraan herinnerend dat de Internationale Conferentie van Caïro van 1994 over de Bevolking alle Staten ertoe aanspoorde de risicotvolle abortus als een belangrijk probleem van volksgezondheid te beschouwen, het beroep op abortus te verminderen via de toegang tot meer en betere diensten voor gezinsplanning, zich ervan te vergewissen dat vrouwen die ongewenst zwanger zijn gemakkelijk toegang krijgen tot correcte informatie en tot begripvolle «counseling»; de maatregelen of de veranderingen in verband met abortus te bepalen in het plaatselijk of nationaal gezondheidsbeleid, volgens de nationale wetgevende procedure; dat ze de Staten er ook toe aanzette de wetten te herzien die vrouwen die een beroep doen op illegale abortus straffen en dat artikel 8.25 van de akkoorden van Caïro bepaalt dat vrouwen hoe dan ook toegang moeten krijgen tot kwaliteitsvolle diensten voor het behandelen van de verwikkelingen rond abortus; dat begeleiding na de abortus, vorming en diensten van gezinsplanning onmiddellijk moeten worden aangeboden, waardoor ook opeenvolgende abortussen kunnen worden voor-

les accords du Caire ont défini les droits reproductifs et la santé sexuelle et reproductive; qu'il y a lieu de les mettre davantage en exergue;

47. considérant que des centaines et des milliers de femmes font l'objet d'un trafic à des fins d'exploitation sexuelle; qu'une femme sur cinq est ou a été victime de violences physiques ou d'agressions sexuelles; que les femmes sont extrêmement vulnérables aux lésions corporelles et aux maladies, y compris au VIH/sida;

Santé et médicaments

48. considérant les engagements pris lors de la 4^e Conférence ministérielle à Doha, au Qatar, en novembre 2001, par les ministres du Commerce des États membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC); qu'au cours de cette conférence, ils ont adopté à l'unanimité une « Déclaration sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique »; que cet accord donne une assise politique au fait que les pays devraient pouvoir se prévaloir « pleinement » des dispositions de l'Accord sur les ADPIC qui leur accorde une certaine flexibilité dans les politiques, pour réduire le coût des médicaments par le biais de mesures comme les licences obligatoires, l'importation parallèle et des « exceptions limitées » aux droits de brevets exclusifs, sans faire l'objet de plaintes à l'OMC; que ladite déclaration stipule que l'Accord sur les ADPIC « peut et devrait être interprété et mis en œuvre d'une manière qui appuie le droit des Membres de l'OMC de protéger la santé publique et, en particulier, de promouvoir l'accès de tous aux médicaments »; qu'en outre, l'accord du 30 août 2003 conclu au sein de l'OMC prévoit de régler le problème des pays les plus pauvres qui ne disposent pas des capacités techniques nécessaires à la production de médicaments génériques; que ce dernier accord s'imposait étant donné que tous les pays sont obligés de prévoir une protection des brevets et que les pays en mesure de fabriquer des médicaments génériques ne peuvent octroyer de licence obligatoire pour une production dont la plus grande partie est destinée à l'exportation;

49. considérant que beaucoup de médicaments utilisés dans le traitement des maladies tropicales sont trop coûteux pour les populations concernées ou ne sont plus fabriqués parce qu'il n'y a pas de marché jugé suffisamment rentable par l'industrie pharmaceutique;

Santé et sida

50. constatant que 42 millions de personnes sont atteints du sida ou contaminés par le VIH; que la crise du sida a réduit l'espérance de vie moyenne à 40 ans

komen; ruimer gezien, dat de akkoorden van Caïro de rechten op voortplanting, seksuele gezondheid en gezonde voortplanting hebben vastgelegd; dat daar meer de klemtoon op moet komen;

47. overwegende dat honderden, zelfs duizenden vrouwen slachtoffer worden van handeltjes met seksuele uitbuiting als doel; dat één vrouw op vijf slachtoffer wordt van fysiek en seksueel geweld; dat vrouwen heel erg zijn blootgesteld aan lichamelijke letsels en aan ziekten met inbegrip van HIV/AIDS;

Gezondheid en medicijnen

48. gelet op de verbintenissen die zijn aangegaan tijdens de vierde ministeriële conferentie in Doha, Qatar, in november 2001, door de ministers van Handel van de lidstaten van de Wereldhandelsorganisatie (WTO); dat zij tijdens deze conferentie eenparig een « Verklaring over de overeenkomst inzake de handelsaspecten van de intellectuele eigendom (TRIPS en de volksgezondheid) hebben goedgekeurd; dat dit akkoord een politieke grondslag biedt aan het principe dat de landen zich « volledig » kunnen beroepen op de bepalingen van de TRIPS-overeenkomst die hen een bepaalde mate van flexibiliteit toestaat in hun beleid om de kosten van de medicijnen te verminderen, via maatregelen zoals dwanglicenties, parallelle invoer en « beperkte uitzonderingen » op de exclusieve octrooirechten, zonder dat hiertegen een klacht kan worden ingediend bij de WTO; dat in de verklaring staat dat de TRIPS-overeenkomst « *peut et devrait être interprétée et mise en œuvre d'une manière qui appuie le droit des Membres de l'OMC de protéger la santé publique et, en particulier, de promouvoir l'accès de tous aux médicaments* »; dat bovendien de op 30 augustus 2003 in de WTO gesloten overeenkomst een regeling bevat voor het probleem van de armste landen die niet beschikken over de technische mogelijkheden om generische medicijnen te produceren; dat die laatste overeenkomst nodig was omdat alle landen moeten voorzien in een systeem van octroobescherming en dat landen die generische medicijnen kunnen produceren alleen een dwanglicentie kunnen verlenen voor productie die grotendeels voor de export is bestemd;

49. overwegende dat vele medicijnen ter behandeling van tropische ziekten te duur zijn voor de betrokken bevolking of niet worden geproduceerd omdat de farmaceutische sector meent dat er geen voldoende rendabele markt vorhanden is;

Gezondheid en AIDS

50. overwegende dat 42 miljoen mensen AIDS hebben of besmet zijn met het HIV-virus; dat de AIDS-crisis de gemiddelde levensverwachting in veel

ou moins dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, ce qui en fait le plus gros facteur de déclin de tous les indicateurs du développement humain dans la région, selon le Rapport mondial sur le développement humain de 2004;

51. considérant que 38 à 42 millions de personnes sont atteintes actuellement par le VIH/sida; que quelque six millions de malades devraient pouvoir suivre une thérapie antirétrovirale; que l'énorme majorité des malades du sida se trouve dans des régions où les traitements sont inaccessibles en raison de leur coût; qu'en Afrique (où vivent 70 % des personnes contaminées), le traitement est accessible à moins de 4 % de ceux qui en ont besoin;

Eau

52. vu les engagements pris lors du Sommet de Johannesburg en septembre 2002 notamment en matière d'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement (prévu pour 2015 pour la moitié de la population qui n'y a pas accès aujourd'hui); constatant par ailleurs que rien n'y a été précisé en ce qui concerne le caractère public de la ressource en eau, la responsabilité de la fourniture, ni les moyens budgétaires pour atteindre cet objectif;

53. considérant que l'accès à l'eau est reconnu comme un droit humain par l'ONU depuis 2002; vu par ailleurs la résolution 58/218 de l'Assemblée générale de l'ONU, déclarant 2005-2015 Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie »; vu encore la création par son secrétaire général du « Conseil consultatif des Nations unies sur l'eau et l'assainissement », chargé de contribuer à la mobilisation d'énergies et de fonds, et de susciter de nouveaux partenariats;

54. constatant que l'ouverture du secteur de l'eau aux entreprises internationales privées est très souvent exigée par les organisations financières internationales; considérant qu'elle ne devrait être envisagée que dans la mesure où les autorités publiques disposent d'une politique de l'eau socialement et écologiquement acceptable et si un instrument régulateur fixant les critères de contrôle sur ces entreprises multinationales existe; et ce parce que l'eau est une ressource non renouvelable et limitée, et doit être considérée comme un bien commun de l'humanité;

55. considérant que selon l'ONU il y aurait environ 300 zones potentielles de conflits pour le contrôle de l'eau dans le monde; que l'eau manque déjà cruellement dans certains pays du monde et aiguise bien des appétits;

landen van Subsaharisch Afrika heeft doen dalen tot 40 jaar of nog minder, wat van aids volgens het wereldverslag over de menselijke ontwikkeling van 2004 de belangrijkste factor van achteruitgang maakt van alle variabelen inzake menselijke ontwikkeling in de regio;

51. overwegende dat momenteel 38 tot 42 miljoen mensen besmet zijn met het HIV-virus of AIDS hebben; dat ongeveer zes miljoen zieken een antiretrovirale behandeling zouden moeten krijgen; dat de overgrote meerderheid van de aidspatiënten wonen in regio's waar behandelingen vanwege de kostprijs niet mogelijk zijn; dat in Afrika (waar 70 % van de besmette mensen wonen) slechts 4 % van de mensen die een behandeling nodig hebben, die ook krijgen;

Water

52. gezien de verbintenissen die zijn aangegaan tijdens de Top van Johannesburg in september 2002, met name wat betreft de toegang tot water en tot de nodige zuiveringsinfrastructuur (in 2015 moet die beschikbaar zijn voor de helft van de mensen die er nu geen toegang toe hebben); overigens vaststellend dat niets wordt bepaald over het feit dat water een gemeenschappelijk goed is, noch over de verantwoordelijkheid inzake levering, noch over de budgettaire middelen om deze doelstelling te bereiken;

53. overwegende dat de toegang tot water sinds 2002 door de VN wordt erkend als een mensenrecht; gelet op resolutie 58/218 van de Algemene Vergadering van de VN, waarin de periode 2005-2015 wordt uitgeroepen tot het internationale decennium voor actie rond het thema « Water voor leven »; gelet ook op de oprichting door de VN-secretaris-generaal van een « Conseil consultatif des Nations unies sur l'eau et l'assainissement », dat ermee wordt belast mensen en middelen te mobiliseren en nieuwe partnerschappen te bevorderen;

54. vaststellend dat de internationale financiële instellingen zeer vaak eisen dat de watersector wordt opengesteld voor internationale particuliere bedrijven; overwegende dat zulks enkel zou mogen gebeuren indien de overheid een sociaal en ecologisch verantwoord waterbeleid voert en op voorwaarde dat er een regulerend instrument geldt dat de controlecriteria voor die multinationals vastlegt; dat voorts water een niet-hernieuwbare, in voorraad beperkte energievorm is en moet worden beschouwd als een gemeenschappelijk goed van de mensheid;

55. overwegende dat volgens de VN in de wereld zo'n 300 zones bestaan waar conflicten kunnen ontstaan over de controle van het water; dat in sommige landen nu al een schrijnend gebrek aan water bestaat wat bij velen de hebzucht aanwakkert;

Doha — OMC

56. constatant que les négociations qui ont eu lieu lors de la réunion ministérielle de l'OMC, à Cancún (Mexique), sur le cycle de négociations commerciales de Doha ont abouti à un échec;

57. considérant que l'Accord général sur le Commerce des Services (AGCS) actuel, conclu au sein de l'OMC, peut menacer l'accès aux services de base (comme l'enseignement, les soins de santé et l'approvisionnement en eau surtout pour les plus pauvres et les femmes); que le rapport 2003 du PNUD montre qu'il est important que ces services de base soient garantis; que l'accès à des services de base bon marché est primordial pour atteindre les ODM;

58. considérant que les droits de propriété intellectuelle promulgués par l'OMC peuvent avoir des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire; que le brevetage de variétés végétales (article 27.3b) fait actuellement l'objet d'un réexamen au sein du conseil des APDIC, en vue de la protection de la biodiversité et des savoirs traditionnels;

ONU

59. constatant que le rapport de l'ONU «Un monde plus sûr, notre affaire à tous» identifie et classe par ordre d'importance les six menaces les plus importantes pour la paix dans le monde; qu'en première position l'on y trouve les menaces d'ordre économique et social (pauvreté, maladies infectieuses, dégradation de l'environnement, ...), devant les conflits entre États, les conflits internes (guerres civiles, génocides, ...), les armes de destruction massive, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée; constatant qu'en termes de prévention, ce rapport donne la priorité au développement, base de toute sécurité collective;

60. considérant que ces dernières années les questions de développement sont devenues l'apanage des institutions financières internationales au détriment de l'ONU; rappelant que la Commission des droits de l'homme de l'ONU (se référant aux investigations de rapporteurs spéciaux, de groupes de travail d'experts et du secrétaire général de l'ONU) a adopté de multiples résolutions sur la problématique de la dette et de l'ajustement structurel; que dans une résolution adoptée en 2001, ladite Commission affirme que «l'exercice des droits fondamentaux de la population des pays endettés à l'alimentation, au logement, à l'habillement, au travail, à l'éducation, aux services de santé et à un environnement sain, ne peut être subordonné à l'application de politiques d'ajustement structurel et à des réformes économiques générées par la dette» (Résolution de la Commission des Droits de l'Homme, 2001/27, art. 7); que, pour sa

Doha — WTO

56. vaststellend dat de onderhandelingen tijdens de ministeriële bijeenkomst van de WTO in Cancún (Mexico) over het verloop van de handelsonderhandelingen van Doha op een mislukking zijn uitgedraaid;

57. overwegende dat de Algemene Overeenkomst inzake de Handel in Diensten (GATS), gesloten in de WTO, de toegang tot basisdiensten (zoals onderwijs, gezondheidszorg en waterbevoorrading vooral voor de armsten en voor vrouwen) in het gedrang brengt; dat het rapport van de UNDP van 2003 uitwijst dat die basisvoorzieningen gewaarborgd moeten blijven; dat een vlotte toegang tot goedkope basisvoorzieningen van essentieel belang is om de Millenniumdoelstellingen te bereiken;

58. vaststellende dat de door de WTO uitgevaardigde intellectuele eigendomsrechten negatieve gevolgen kunnen hebben voor de voedselzekerheid; dat de brevettering van zaden (artikel 27.3b) thans opnieuw wordt besproken in de raad van de TRIPS met het oog op de bescherming van de biodiversiteit en de traditionele landbouwtechnieken;

VN

59. vaststellende dat het verslag van de VN «Samen verantwoordelijk voor een veiliger wereld» de zes grootste bedreigingen voor de vrede in de wereld naar orde van belangrijkheid noemt en klasseert; dat men daar als eerste op de lijst de economische en sociale bedreigingen aantreft (armoede, infectieziekten, aantasting van het milieu, ...), vóór de conflicten tussen Staten, de interne conflicten (burgeroorlogen, volkerenmoord, ...), de massavernietigingswapens, het terrorisme en de grensoverschrijdende georganiseerde misdaad; vaststellende dat dit verslag op het vlak van de preventieontwikkeling, als basis van de collectieve veiligheid laat voorgaan;

60. overwegende dat de ontwikkelingsvraagstukken de voorbije jaren op de agenda komen van de internationale financiële instellingen, en niet meer op die van de VN; eraan herinnerend dat de VN-Commissie voor de rechten van de mens (uitgaande van de onderzoeken van de bijzondere rapporteurs, van de werkgroepen van deskundigen en van de secretaris-generaal van de VN) meerdere resoluties heeft aangenomen inzake de schuldproblematiek en de structurele aanpassingen; dat in een resolutie die in 2001 is aangenomen, deze Commissie bevestigt dat de uitoefening, in de met een schuldenlast bezwaarde landen, van de fundamentele rechten van de bevolking op voedsel, op huisvesting, op kleding, op arbeid, op onderwijs, op gezondheidszorg en op een gezonde leefomgeving, niet onderworpen mag zijn aan het voeren van een structureel aanpassingsbeleid en aan economische hervormingen die door de schuld

part, le secrétaire général de l'ONU écrit que «le rapporteur spécial de l'ONU sur l'ajustement structurel met en évidence que les programmes d'ajustement structurel, que les institutions financières internationales recommandent, influencent de manière clairement négative (tant directement qu'indirectement), la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels et sont incompatibles avec la réalisation de ces droits» (ONU, secrétaire général, 1995); qu'en outre, selon le secrétaire général de l'ONU, certaines conditions fixées par les créanciers et les bailleurs de fonds constituent une violation de la libre détermination des peuples: tout pays a le droit souverain de disposer librement de ses ressources naturelles pour son développement économique et le bien-être de sa population; toute mesure ou pression extérieure, politique ou économique, qui s'exerce contre l'exercice de ce droit, est une violation patente des principes de la libre détermination des peuples et de la non-intervention énoncés dans la Charte des Nations unies. (...) Ces mesures comprennent la pression économique destinée à influencer la politique d'un autre pays ou à contrôler des secteurs essentiels de son économie nationale. L'assistance économique et technique, les prêts et l'augmentation des investissements étrangers doivent être réalisés sans mettre des conditions qui vont à l'encontre des intérêts du pays qui les reçoit». (Source: Secrétaire général (1995): «Conjunto preliminar de directrices normativas básicas sobre programas de ajuste estructural y derechos económicos, sociales y culturales». Informe preparado en cumplimiento de la resolución 1994/37, E/CN.4/Sub.2/1995/10.);

61. considérant que les institutions de l'ONU doivent être réformées d'urgence afin de mieux servir les pays et les personnes les plus défavorisés; qu'au lieu d'affaiblir les compétences de la FAO, du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et de la Conférence sur le commerce et le développement (CNUCED), le système onusien doit renforcer les compétences de ces organisations face à l'OMC; que c'est là la seule manière de bien intégrer des préoccupations non commerciales; que, par ailleurs, les parlements et les organisations de la société civile doivent être associés de manière active à la préparation des négociations;

62. considérant que les institutions multilatérales, y compris les institutions financières internationales (OMC, FMI, BM), devraient veiller à ce que les politiques qu'elles mènent dans le cadre de leur fonction

zijn ingegeven (Resolutie van de Commissie voor de Rechten van de Mens, 2001/27, art. 7); dat van zijn kant de secretaris-generaal van de VN schrijft dat de bijzondere VN-rapporteur inzake de structurele aanpassing de aandacht erop vestigt dat de structurele aanpassingsprogramma's die door de internationale financiële instellingen worden aanbevolen, een kennelijk negatieve invloed hebben (zowel direct als indirect) op de totstandkoming van de economische, sociale en culturele rechten en onverenigbaar zijn met de totstandkoming ervan (VN, secretaris-generaal, 1995); dat bovendien, volgens de secretaris-generaal van de VN, een aantal voorwaarden die door de schuldenaars en de geldschieters zijn bepaald een schending inhouden van de vrijheid van de volkeren om hun eigen lot te bepalen: ieder land heeft het operste recht om vrij over zijn natuurlijke hulpbronnen te beschikken voor zijn economische ontwikkeling en het welzijn van zijn bevolking; iedere maatregel of externe druk op politiek of economisch gebied die de uitoefening van dit recht bemoeilijkt, is een duidelijke schending van de principes van de vrije lotsbeschikking van de volkeren en de niet-inmenging zoals vermeld in het Charter van de VN. (...) Deze maatregelen omvatten de economische druk die bedoeld is om het beleid van een ander land te beïnvloeden of om essentiële sectoren van zijn nationale economie te controleren. Economische en technische bijstand, leningen en grotere buitenlandse investeringen moeten gebeuren zonder dat daar voorwaarden aan verbonden worden die tegen de belangen van het ontvangende land ingaan. (Bron: Secretaris-generaal, (1995): «Conjunto preliminar de directrices normativas básicas sobre programas de ajuste estructural y derechos económicos, sociales y culturales». Informe preparado en cumplimiento de la resolución 1994/37, E/CN.4/Sub.2/1995/10.);

61. overwegende dat de instellingen van de VN dringend hervormd moeten worden om de meest achtergestelde landen en personen beter te helpen; dat het VN-systeem in plaats van de bevoegdheden van de Wereldvoedselorganisatie, het milieuprogramma van de Verenigde Naties (UNEP) en de conferentie van de Verenigde Naties voor handel en ontwikkeling (UNCTAD) af te zwakken, de bevoegdheden van die organisaties ten opzichte van de Wereldhandelorganisatie (WTO) moet versterken; dat dit de enige manier is om de niet-commerciële overwegingen die door de WTO volledig terzijde zijn geschoven werkelijk te integreren; dat de parlementen en de organisaties van het maatschappelijk middenveld trouwens actief betrokken moeten worden bij de voorbereiding van de onderhandelingen;

62. overwegende dat de multilaterale instellingen, ook de internationale financiële instellingen (Wereldhandelorganisatie, IMF, Wereldbank), erop zouden moeten toezien dat het beleid dat ze in het raam van

soient cohérentes avec les droits fondamentaux défendus par les Nations unies;

Enfants

63. constatant que selon l'Unicef, les mineurs contraints à travailler dans le monde sont au nombre de 246 millions; 73 millions ont moins de 10 ans, 127 millions moins de 14 ans. En Afrique subsaharienne, on estime que 48 millions d'enfants au dessous de 14 ans sont mis au travail; que parmi ceux-ci 10 millions sont exploités comme domestiques et que 8 millions sont victimes de l'esclavage, de la servitude pour dettes, de la traite, de la prostitution et de la pornographie (*Source:* Rapport «L'enfance en péril», Unicef, décembre 2004);

64. constatant que selon un rapport de l'Unicef de décembre 2004 «un milliard d'enfants souffrent de privations extrêmes»; qu'environ 700 millions d'enfants, de par le monde, souffrent d'au moins deux des privations suivantes: l'accès à des installations sanitaires, à l'eau potable, à l'information, aux soins sanitaires, à l'école et l'alimentation et à un logement adéquat; qu'un enfant sur cinq n'a pas d'eau potable, un sur sept n'a jamais reçu aucun soins médicaux et un sur six souffre de la faim; que les 180 millions d'enfants en bas âge qui travaillent sont forcés de le faire «dans les pires conditions»; que les conflits ont tué 45 % d'enfants, sur les 3,6 millions de victimes des années nonante; que le rapport précise que «les filles sont victimes de viols et que cela augmente considérablement la propagation du sida». Que le sida est responsable de 15 millions d'orphelins dans le monde, dont 80% vivent en Afrique subsaharienne; que l'Unicef précise: «L'épidémie prive les enfants de leur famille, qui est le premier moyen de protection contre la violence et les préjudices qu'ils peuvent subir»; qu'en 2003, plus de dix millions d'enfants sont morts avant même d'atteindre l'âge de cinq ans (*Source:* Rapport «L'enfance en péril», Unicef, décembre 2004);

65. considérant qu'au rythme actuel, il faut s'attendre, dans les quinze prochaines années, à ce que 113 millions d'enfants ne reçoivent aucune éducation primaire (rapports de la Banque mondiale et du PNUD); que l'Afrique devra attendre l'année 2129 pour assurer l'accès de tous à l'école primaire et 2156 pour réduire de deux tiers la mortalité infantile;

Emploi — BIT (Bureau International du Travail)

66. constatant que selon le «Rapport mondial sur l'emploi» 2004 du Bureau International du Travail

hun functie voeren coherent is met de fundamentele rechten die door de Verenigde Naties worden verdedigd;

Kinderen

63. vaststellende dat er volgens Unicef wereldwijd ongeveer 246 minderjarigen verplicht zijn te werken, waarvan er 73 miljoen jonger zijn dan 10 en 127 miljoen jonger dan 14; dat naar schatting in Subsaharaans Afrika 48 miljoen kinderen jonger dan 14 moeten werken; dat er onder hen 10 miljoen worden uitgebuit als huisbedienden en dat 8 miljoen als slaven leven, als huisbediende om schulden af te lossen, mensenhandel, prostitutie en pornografia (*Bron:* Rapport «L'enfance en péril», Unicef, december 2004);

64. vaststellende dat er, volgens een Unicef-rapport van december 2004, een miljard kinderen extreme ontberingen lijden; dat er ongeveer 700 miljoen kinderen over de hele wereld minstens een van de volgende zaken moeten missen: toegang tot sanitair, tot drinkwater, tot informatie, tot gezondheidszorg, tot onderwijs, tot voedsel en tot een passende woning; dat een op de vijf kinderen niet over drinkwater beschikt, dat een op de zeven kinderen nooit enige medische verzorging heeft ontvangen en dat een op de zes kinderen honger lijdt; dat de 180 miljoen zeer jonge kinderen die gedwongen zijn te werken, dit moeten doen «in de slechtste omstandigheden»; dat in conflicten 45 % van de 3,6 miljoen slachtoffers die in de jaren negentig gevallen zijn, kinderen waren; dat het rapport nog verduidelijkt dat de meisjes het slachtoffer zijn van verkrachting en dat dit de verspreiding van AIDS zeer in de hand werkt; dat AIDS verantwoordelijk is voor 15 miljoen wezen in de wereld, waarvan er 80% in Subsaharaans Afrika leven; dat Unicef hieraan toevoegt: «Deze epidemie ontnemt de kinderen hun familie, die de eerste bescherming biedt tegen het geweld en de vooroordeelen waarvan zij het slachtoffer kunnen worden»; dat er in 2003 meer dan 10 miljoen kinderen zijn gestorven nog vóór zij vijf jaar oud waren. (*Bron:* Rapport «L'enfance en péril», Unicef, december 2004);

65. overwegende dat men naar de heersende trend in de vijftien komende jaren mag verwachten dat er 113 miljoen kinderen geen enkele lagere-schooleopleiding krijgen (verslagen van de Wereldbank en van de UNDP); dat Afrika tot 2129 zal moeten wachten om iedereen een lagere-schooleopleiding te kunnen bieden en tot 2156 om de kindersterfte met tweederde terug te dringen;

Werkgelegenheid — IAB (Internationaal Arbeidsbureau)

66. vaststellende dat, volgens het «Wereldrapport over werkgelegenheid» 2004 van het IAB, de helft van

(BIT), la moitié des salariés du monde gagne moins de 2 dollars par jour; que cela veut dire que 1,4 milliard d'hommes et de femmes, tout en ayant un emploi, sont en-dessous du seuil de pauvreté, fixé par des organisations internationales à 2 dollars par jour (le paramètre étant étalonné sur le Sud du monde, et ne faisant pas conséquent pas rentrer les « *working poor* » du Nord dans l'estimation du BIT); que plus d'un tiers des travailleurs pauvres, soit environ 550 millions de personnes, gagnent moins d'un dollar par jour; qu'à ces chiffres doivent être ajoutés les chômeurs, qui étaient 185 millions en 2003; qu'en 2003, les personnes ayant un emploi étaient 2,8 milliards, un chiffre sans précédent; que parallèlement à cela, le nombre de travailleurs pauvres a augmenté, alors qu'il a pourtant diminué en pourcentage — 49,7% par rapport à 57,2% de 1990 (c'est la seule note positive du rapport);

Sécurité alimentaire

67. constatant que selon le rapport de la FAO l'insécurité alimentaire augmente; que dans la période 2000-2002, examinée par le rapport, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté au lieu de diminuer; qu'elles ont été 852 millions, soit 9 millions de moins par rapport au début des années nonante, mais 18 millions de plus par rapport au milieu de la dernière décennie. 815 millions vivent dans les pays sous-développés, 28 millions dans ceux en voie de développement, 9 millions dans les pays industrialisés. Faim et malnutrition provoquent chaque année la mort de 5 millions d'enfants de moins de 5 ans et en font naître 20 millions avec un poids insuffisant condamnés à devenir, s'ils survivent, des adultes aux capacités réduites pour ce qui est de travailler, d'apprendre et d'assurer leur propre subsistance; que les 18 pays avec plus de 35% de la population sous-alimentée sont tous africains;

68. constatant qu'environ 70% des pauvres du monde vivent dans des zones rurales de pays en voie de développement; que la faim chronique est un phénomène essentiellement rural; que dans la mesure où la faim est l'une des causes de la pauvreté, faire en sorte que les ruraux jouissent effectivement de leur droit à une alimentation adéquate est un pas essentiel vers la réduction de la pauvreté;

69. considérant que l'UE devrait œuvrer davantage à remplir les conditions du commerce équitable en soutenant les stratégies de sécurité alimentaire des pays en développement. Elle devrait œuvrer à ce que les pays en développement puissent provisoirement limiter l'accès à leur marché et renforcer les programmes de développement rural. Ces derniers devraient fournir une infrastructure permettant aux petits agriculteurs et aux entrepreneurs ruraux d'accroître la valeur ajoutée de leurs produits. Grâce à un plus

de loontrekenden in de wereld minder dan 2 dollar per dag verdient, wat wil zeggen dat 1,4 miljard mannen en vrouwen, hoewel zij werken, onder de armoedegrens leven die door internationale organisaties is vastgesteld op 2 dollar per dag (deze parameter is gebaseerd op het Zuidelijk halfmond, waardoor de « *working poor* » van het Noorden natuurlijk niet in de berekeningen van het IAB zijn opgenomen); dat meer dan een derde van de arme werknemers, met andere woorden zowat 550 miljoen mensen, minder dan een dollar per dag verdienen; dat bij die cijfers nog de werklozen moeten worden geteld, die in 2003 met 185 miljoen waren; dat er in 2003 2,8 miljard mensen werkten, een nooit eerder gezien aantal; dat tegelijkertijd het aantal arme werknemers gestegen is, alhoewel het percentsgewijs gedaald is — 49,7% tegenover 57,2% in 1990 (dit is de enige positieve ontwikkeling in het rapport);

Voedselzekerheid

67. vaststellende dat de voedselonzekerheid volgens het rapport van de FAO toeneemt; dat in de periode 2000-2002, die het rapport onderzocht, het aantal ondervoede personen gestegen is in plaats van gedaald; dat er 852 miljoen personen ondervoed waren, dat is 9 miljoen minder dan in het begin van de jaren negentig maar 18 miljoen meer dan in het midden van het vorige decennium; dat 815 miljoen onder hen in onderontwikkelde landen leven, 28 miljoen in ontwikkelingslanden en 9 miljoen in industrielanden; dat honger en ondervoeding jaarlijks 5 miljoen kinderen jonger dan 5 jaar doodt en ertoe leidt dat er 20 miljoen kinderen worden geboren met een te laag geboortegewicht, die — als zij al overleven — ertoe veroordeeld zijn volwassenen te worden met een beperkt vermogen om te werken, te leren en in hun eigen levensonderhoud te voorzien; dat de 18 landen waar meer dan 35% van de bevolking ondervoed is, alle Afrikaanse landen zijn;

68. vaststellende dat ongeveer 70% van de armen van de wereld in plattelandsgebieden van ontwikkelingslanden leven; dat chronische honger hoofdzakelijk een probleem van het platteland is, dat, in zoverre honger een van de oorzaken van armoede is, het nodige doen om de plattelandsbevolking effectief hun recht op aangepaste voeding krijgen een essentiële stap is om armoede terug te dringen;

69. overwegende dat de EU zich meer zou moeten inzetten om de voorwaarden voor billijke handel te vervullen door de strategieën inzake voedselzekerheid van de ontwikkelingslanden te ondersteunen. Ze zou er moeten toe bijdragen dat de ontwikkelingslanden de toegang tot hun markt voorlopig kunnen beperken en zij zou hun programma's voor plattelandsontwikkeling moeten versterken. Die laatste zouden moeten voorzien in een infrastructuur die het kleine landbouwers en de ondernemers op het platteland mogelijk

grand pourcentage de produits agricoles transformés, les pays en développement pourraient réorienter leurs productions à destination du marché intérieur et œuvrer ainsi à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations locales. Cette approche différenciée alliant préférences spécifiques et mesures de sauvegarde aurait pour principal avantage d'aboutir à des prix unitaires plus justes au lieu d'abaisser les prix des produits agricoles à force de surproduction mondiale;

Les armes

70. constatant que l'aide au développement ne représente que 55 milliards de dollars par an au niveau mondial, ce qui est bien peu par rapport aux 1 000 milliards de dollars consacrés à l'armement; que le budget américain de l'armement a englouti 300 milliards de dollars pour la guerre d'Irak;

71. constatant que si les traités prévoyant la limitation et la destruction des armes nucléaires, de destructions massives, bactériologiques, chimiques etc., marquent un premier pas vers la paix dans le monde, il n'existe toujours pas de cadre global de non-prolifération pour limiter la propagation des armes légères. Or, selon les propos de Kofi Annan, « Le nombre de morts par armes légères éclipse celui de tous les autres systèmes d'armement ... »;

72. considérant que le contrôle de la circulation des armes légères ne peut plus être considéré comme étant avant tout une question relevant du désarmement ou de la sécurité; que les armes légères sont devenues les principaux instruments de la violence dans des situations de conflit; que leur disponibilité endémique a pour effet d'aviver les tensions, d'accroître les souffrances des victimes civiles et de faire obstacle à la résolution pacifique des conflits; qu'en temps de paix, et surtout à la suite de conflits, alors que les autorités manquent de ressources, la disponibilité généralisée des armes légères contribue à maintenir un climat dans lequel la violence est tolérée; qu'en faisant obstacle à l'instauration d'une paix et d'une sécurité durable, la circulation non réglementée de ces armes empêche également la réalisation du droit au développement; qu'il est de la responsabilité de chaque gouvernement de contrôler les armes — celles qu'elles possèdent sur leur territoire pour protéger leurs ressortissants et celles qu'elles exportent pour faire respecter le droit international relatif aux droits humains et le droit international humanitaire dans le monde entier; qu'il est urgent que les gouvernements coopèrent pour contrôler et limiter le flux des armes et la prolifé-

maakt de toegevoegde waarde van hun producten te verhogen. Dank zij een groter percentage verwerkte landbouwproducten zouden de ontwikkelingslanden hun producten die bestemd zijn voor de binnenlandse markt kunnen herschikken en op die manier kunnen voldoen aan de basisbehoeften van de plaatselijke bevolking. Die gedifferentieerde aanpak waarbij specifieke voorkeuren worden gekoppeld aan beschermingsmaatregelen zou als belangrijkste voordeel hebben dat men rechtvaardiger eenheidsprijzen krijgt in plaats van een daling van de prijzen van de landbouwproducten wegens wereldwijde overproductie;

Wapens

70. overwegende dat de ontwikkelingshulp wereldwijd per jaar slechts 55 miljard dollar vertegenwoordigt, wat heel weinig is vergeleken bij de 1 000 miljard dollar die naar bewapening gaan; dat de Amerikaanse begroting voor bewapening 300 miljard dollar heeft verzwolgen voor de oorlog in Irak;

71. vaststellende dat de verdragen die voorzien in de non-proliferatie en de vernietiging van kernwapens, massavernietigingswapens, bacteriologische en chemische wapens weliswaar een eerste stap zijn op weg naar wereldvrede, maar dat er nog steeds geen algemeen non-proliferatie raamwerk is om de verspreiding van lichte wapens te beperken. Terwijl volgens Kofi Annan het aantal doden door lichte wapens dat door alle andere bewapeningssystemen in de schaduw stelt;

72. overwegende dat de controle over de omloop van lichte wapens niet langer mag worden beschouwd als een probleem dat onder ontwapening of veiligheid valt; dat lichte wapens de belangrijkste instrumenten voor het uitoefenen van geweld zijn geworden in conflictsituaties; dat hun endemische beschikbaarheid tot gevolg heeft dat spanningen worden opgevoerd, dat het leed van burgerslachtoffers wordt vergroot en dat het vreedzaam oplossen van conflicten wordt bemoeilijkt; dat in vredestijd en vooral na conflicten, wanneer de overheid over geen andere middelen beschikt, de algemene beschikbaarheid van lichte wapens bijdraagt tot het in stand houden van een klimaat waarin geweld getolereerd wordt; dat de niet-gereglementeerde circulatie van die wapens, door duurzame vrede en veiligheid te verhindern ook de realisatie van het recht op ontwikkeling belet; dat elke regering de verantwoordelijkheid draagt controle over de wapens uit te oefenen — de wapens die ze op hun grondgebied houden om hun onderdanen te beschermen en de wapens die ze exporteren om het internationaal recht betreffende de mensenrechten en het internationaal humanitair recht over de hele wereld in acht te doen nemen; dat

ration de la production d'armes, car sans la paix le monde n'atteindra jamais les ODM;

Recommandations

Le Sénat,

demande au gouvernement :

de manière générale, d'affirmer le caractère prioritaire de la réalisation des Objectifs du Millénaire et d'inciter l'ensemble des institutions européennes et internationales, en particulier le FMI et la Banque mondiale, à en tenir compte et à veiller à ne pas prendre d'initiative allant à l'encontre de leur réalisation;

de faire usage de façon optimale du cadre belge en matière de coopération au développement (loi du 25 mai 1999) qui prône clairement le développement durable et la lutte contre la pauvreté, en s'insérant ainsi complètement dans le cadre des Objectifs du Millénaire; plus particulièrement, de tenir compte, pour ce faire, des recommandations spécifiques suivantes:

I. Recommandations essentielles

1. de mettre tout en œuvre, conformément aux accords de Monterrey, afin d'augmenter, de façon constante le volume de l'aide au développement afin d'atteindre pour 2010 l'objectif de 0,7% du RNB, et ceci en évitant, au sein de l'OCDE, d'étendre artificiellement les critères retenus par le CAD pour le calcul de l'aide publique au développement; de prévoir des garanties suffisantes pour que les engagements soient tenus et d'assurer la continuité de l'aide au-delà de 2015;

2. au prochain sommet sur le suivi de la Déclaration du Millénaire, de plaider pour la recherche de nouveaux moyens de financement en faveur du développement et la révision des méthodes d'engagement de la coopération dans le cadre d'un vrai partenariat pour le développement, basé notamment sur des règles commerciales et financières plus équitables, ainsi que sur la solution du problème de la dette et en particulier l'annulation de la dette des PMA; de s'inspirer, pour ce faire, des propositions telles que l'introduction d'une taxe Tobin-Spahn, de l'IFF, et des autres possibilités énoncées, notamment, par le rapport Landau sur les nouvelles contributions financières internationales élaboré par le Sénat français et publié en octobre 2003, à la demande du Président Jacques Chirac (taxe de solidarité sur les grandes fortunes, sur les émissions de carbone, sur les transactions financières, sur les bénéfices des multinatio-

de regeringen dringend moeten samenwerken om de wapenhandel en de verspreiding van de wapenproductie te controleren en te beperken, omdat de wereld zonder vrede nooit de Millenniumdoelstellingen zal bereiken;

Aanbevelingen

De Senaat,

verzoekt de regering :

in grote lijnen te verklaren dat de realisatie van de Millenniumdoelstellingen voorrang geniet en alle Europese en internationale instellingen, vooral het IMF en de Wereldbank, ertoe aan te zetten daar rekening mee te houden en erop toe te zien dat ze geen initiatief nemen dat strijdig is met de realisatie ervan;

optimaal gebruik te maken van de Belgische mogelijkheden inzake ontwikkelingssamenwerking (wet van 25 mei 1999), die duidelijk voor duurzame ontwikkeling en armoedebestrijding pleiten, en zich op die manier volledig bij de Millenniumdoelstellingen aan te sluiten; hiertoe meer in het bijzonder rekening te houden met de volgende specifieke aanbevelingen :

I. Essentiële aanbevelingen

1. overeenkomstig de akkoorden van Monterrey alles in het werk te stellen om wel op een blijvende manier de omvang van de ontwikkelingshulp op te voeren, ten einde tegen 2010 de doelstelling van 0,7% van het BNI te halen, evenals te vermijden dat in de schoot van de OESO criteria aangewend door de DAC, kunstmatig worden toegepast op de berekening van de ontwikkelingshulp; voor zulke waarborgen te zorgen dat de verbintenissen worden nagekomen en de continuïteit van de hulp na 2015 te verzekeren;

2. op de volgende top over de opvolging van de verklaring inzake de Millenniumdoelstellingen, te pleiten voor nieuwe financieringsmiddelen voor de ontwikkeling en de samenwerkingsmethoden in het raam van een volwaardig partnerschap inzake ontwikkeling, gebaseerd op billijker commerciële en financiële regels, alsook op de oplossing van het schuldbprobleem, in het bijzonder het schrappen van de schuld van de MOL; zich hiertoe te inspireren op voorstellen zoals het instellen van een Tobin-Spahntaks, van de IFF, en van de andere mogelijkheden die staan vermeld in het Landau-rapport over de nieuwe internationale financiële bijdragen, dat door de Franse Senaat werd opgesteld en in oktober 2003 werd gepubliceerd, op verzoek van president Jacques Chirac (solidariteitstaks op de grote vermogens, op de koolstofuitstoot, op financiële transacties, op de winst van de multinationals, op het luchttransport,

nales, sur le transport aérien, sur la vente d'armements, ...); de plaider, lors du prochain sommet Millénium + 5, en faveur d'une majoration des sommes consacrées à l'aide au développement par les pays donateurs, afin de permettre d'atteindre les Objectifs du Millénaire;

3. d'envisager une opération de remise des dettes qui ne tienne pas compte uniquement des indicateurs macro-économiques, mais qui soit clairement orientée vers les Objectifs du Millénaire et qui aille plus loin que le HIPC II, qui se termine fin 2006, et que le plan PAIR proposé antérieurement par notre pays; cela équivaut *de facto* à une remise entière des dettes, à condition que les pays les plus pauvres consacrent l'argent ainsi obtenu, à la réalisation des Objectifs du Millénaire;

4. de favoriser et soutenir la durabilité des programmes d'aide au développement, la simplification administrative, l'harmonisation des procédures de financement, la concertation et la coordination entre États membres de l'Union européenne, ainsi qu'entre l'Union européenne, les autres pays donateurs et les pays en voie de développement, afin de partager et de rendre plus efficaces les efforts à fournir en faveur des pays les plus pauvres;

5. de plaider, lors du prochain sommet de suivi de la déclaration du Millénaire, pour que l'on complète les Objectifs du Millénaire, de manière à tenir compte de la problématique du genre et des droits reproductifs et pour que l'on intègre l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans tous les objectifs de développement;

6. face à l'agenda de Doha pour le développement, d'une part, de plaider activement pour la suppression des subventions à l'exportation de produits agricoles et d'encourager les pays pauvres à se structurer en marchés communs agricoles régionaux regroupant des pays ayant des productivités assez voisines et de protéger ces «grands marchés agricoles» par des droits de douane ajustables contre les importations d'excédents à prix cassés, qui empêchent le développement et la diversification des productions nationales; d'autre part, de continuer à demander la révision du mandat de la Commission européenne dans le cadre de l'OMC, notamment pour réviser les textes de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), et ce afin d'exclure formellement de toutes négociations commerciales les services d'intérêt général tels que la santé, le logement, l'éducation, la culture et l'eau, ces services de base et leur accessibilité devant être garantis pour tous, et plus particulièrement pour les plus pauvres et les femmes;

7. de soutenir le principe que la réalisation des Objectifs du Millénaire doit être un des fils conducteurs des réformes en cours au sein des Nations unies et des institutions de Bretton Woods; d'éviter que la réforme des Nations unies ne se dirige vers une

op de wapenhandel, ...); op de volgende Millennium + 5-top te pleiten voor het opvoeren van de bestedingen voor ontwikkelingssamenwerking in de donorlanden, teneinde het mogelijk te maken de Millenniumdoelstellingen te halen;

3. een operatie van uitstel van betaling te overwegen, waarbij niet alleen rekening wordt gehouden met de macro-economische indicatoren, maar die duidelijk op de Millenniumdoelstellingen is gericht en die verder gaat dan HIPC II, dat eind 2006 afloopt, en verder dan het PAIR-plan, dat eerder door ons land werd voorgesteld; dat komt *de facto* neer op een algemene schuldkwitschelding, op voorwaarde dat de armste landen het aldus verkregen geld aan de realisatie van de Millenniumdoelstellingen besteden;

4. de duurzaamheid van de ontwikkelingshulp-programma's, de vereenvoudiging van de administratie, de harmonisering van de financieringsprocedures, het overleg en de coördinatie tussen lidstaten van de Europese Unie, alsook tussen de Europese Unie, de andere donorlanden en de ontwikkelingslanden te stimuleren en te ondersteunen, om de inspanningen ten gunste van de armste landen te bundelen en efficiënter te maken;

5. op de volgende top ter opvolging van de Millenniumdoelstellingen, te pleiten voor een aanvulling van de Millenniumdoelstellingen op het vlak van gender en reproductieve rechten, en de gelijke kansen van mannen en vrouwen te mainstreamen in alle ontwikkelingsdoelstellingen;

6. enerzijds, met het oog op de Doha-agenda, actief te pleiten voor het afschaffen van de exportsubsidies voor landbouwproducten en de armste landen aan te moedigen om zich te organiseren in regionale gemeenschappelijke landbouwmarkten met landen waarvan de productiviteit vergelijkbaar is en die «grote landbouwmarkten» met aanpasbare douanerechten te beschermen tegen de invoer van overschotten tegen dumpprijzen die de ontwikkeling en de diversificatie van de nationale productie verhindert; anderzijds te blijven aandringen op de herziening van het mandaat van de Europese Commissie in het kader van de WTO, meer bepaald om de teksten te herzien van het Algemeen Akkoord over de Handel in Diensten (GATS), om formeel de diensten van algemeen belang zoals gezondheid, huisvesting, onderwijs, cultuur en water uit alle handelsonderhandelingen te lichten, omdat die basisvoorzieningen en de toegankelijkheid ervan voor iedereen moeten worden gewaarborgd, vooral voor de armsten en de vrouwen;

7. het principe te steunen dat de verwezenlijking van de Millenniumdoelstellingen een van de krachtlijnen moet zijn in de hervormingen binnen de VN en de instellingen van Bretton Woods; te voorkomen dat de hervorming van de Verenigde Naties te zeer gericht is

réforme sécuritaire et d'oeuvrer pour que soit réaffirmé le principe de la hiérarchie des normes, au sommet desquelles se situent les droits fondamentaux et la Charte des Nations unies; d'appuyer la réforme et le renforcement de l'ECOSOC dans la perspective de l'institution d'un Conseil de sécurité économique et social international, chargé de définir les priorités d'action des États membres en matière de commerce international, santé publique et de droit social, et qui pourrait trancher les conflits de normes, décider de la création de taxes mondiales et arrêter la liste des biens publics mondiaux; en ce sens, de le doter d'un organe de règlement des différends comparable à celui de l'OMC;

8. de soutenir les pays bénéficiaires de la coopération au développement dans la généralisation de l'application des règles de respect des droits de l'homme et de bonne gouvernance et dans leur lutte contre la corruption, conditions premières et nécessaires en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire;

9. de s'efforcer, au sein de la communauté internationale, de limiter les mouvements spéculatifs de capitaux et leurs effets déstabilisateurs et de lutter contre la criminalité organisée, qui détourne des moyens financiers, matériels et humains considérables, et ce tant dans le secteur financier (mouvements spéculatifs de capitaux, blanchiment de l'argent sale, paradis fiscaux, ...), de la drogue et de la traite des êtres humains (plus particulièrement des femmes et des enfants), que dans le secteur des armes, et plus singulièrement des armes légères, devenues les principaux instruments de la violence dans des situations de conflit; que le développement de la criminalité organisée constitue un obstacle majeur à la paix et au développement et, de considérer que, sans la promotion de la paix, nous n'atteindrons jamais les Objectifs du Millénaire;

10. de reconnaître le droit à un emploi décent comme outil primordial dans la lutte contre les causes de pauvreté et soutenir en ce sens le Programme Global de l'OIT sur l'emploi décent comme approche qui intègre des politiques économiques et sociales en relation avec l'emploi, le marché du travail et la protection sociale; d'oeuvrer à ce que les normes fondamentales du travail, telles qu'elles sont définies par l'OIT, constituent un ensemble minimal de règles qui doivent s'appliquer au travail dans l'économie mondiale; de veiller à ce que des actions plus énergiques soient prises pour assurer le respect des normes fondamentales du travail dans les zones franches d'exportation et, sur un plan plus général, dans les systèmes de production mondiaux et d'oeuvrer à ce que toutes les institutions internationales compétentes jouent leur rôle en la matière;

11. de soutenir et de promouvoir les acteurs indirects de l'aide au développement, tels les universités,

op de openbare veiligheid en ervoor te ijveren dat het principe van de hiérarchie van de rechtsregels wordt herbevestigd, met aan de top de fundamentele rechten en het Handvest van de Verenigde Naties; de hervorming en de versterking van ECOSOC te steunen, met het oog op de oprichting van een internationale economische en sociale Veiligheidsraad, die belast is met het vaststellen van de prioritaire acties van de lidstaten inzake internationale handel, volksgezondheid en sociaal recht, die rechtsconflicten kan beslechten, kan beslissen over de invoering van wereldwijde belastingen en een lijst van mondiale publieke goederen kan vaststellen; deze instelling uit te rusten met een geschillenbeslechtingsorgaan vergelijkbaar met dat van de WTO;

8. de ontvattende landen in het kader van de ontwikkelingssamenwerking te steunen in het verwezenlijken van de algemene toepassing van de regels van respect voor de mensenrechten en «good governance» en in hun strijd tegen corruptie, eerste en noodzakelijke voorwaarden voor de verwezenlijking van de Millenniumdoelstellingen;

9. binnen de internationale gemeenschap, de kapitaalsspeculatie en haar ontwrichtende gevolgen te beperken en te strijden tegen de georganiseerde criminaliteit, die aanzienlijke financiële, materiële en menselijke middelen verloren doet gaan, zowel in de financiële sector (kapitaalspeculatie, witwassen van geld, belastingparadijzen, ...), de drugshandel, de mensenhandel (en dan vooral de handel in vrouwen en kinderen), dat de wapensector en dan vooral de lichte wapens die de belangrijkste instrumenten van geweld zijn geworden in conflictsituaties; dat de ontwikkeling van de georganiseerde criminaliteit een belangrijk obstakel is voor vrede en ontwikkeling en te bedenken dat de Millenniumdoelstellingen niet zullen worden bereikt als de vrede niet wordt bevorderd;

10. het recht op behoorlijk werk te erkennen als een fundamenteel werktuig in de strijd tegen de oorzaken van de armoede en daartoe het Decent Work Pilot Programme van de IAO te steunen als een aanpak die economische en sociale maatregelen met betrekking tot de werkgelegenheid, de arbeidsmarkt en de sociale bescherming omvat; ervoor te ijveren dat de fundamentele arbeidsnormen, zoals die door de IAO zijn vastgelegd, de minimumregels vormen voor alle arbeid in de wereldeconomie, erop toe te zien dat meer doortastende maatregelen genomen worden om de naleving van de fundamentele arbeidsnormen af te dwingen in de vrije exportzones en meer in het algemeen, in alle wereldwijde productiesystemen; tevens ervoor te zorgen dat alle bevoegde internationale instellingen hun rol hierin spelen;

11. de indirecte actoren van de ontwikkelingshulp te steunen en aan te moedigen, zoals de universiteiten,

les syndicats, les villes et communes, les ONG et les organisations d'immigrés, afin de soutenir leur expertise pour qu'ils puissent fournir une contribution qualitative dans la réalisation concertée des Objectifs du Millénaire; par le biais de projets venant des autorités et des ONG, de donner plus d'opportunités aux collectivités locales du Sud — et aux pauvres en particulier —, de sorte qu'ils puissent participer à l'élaboration de plans nationaux d'éradication de la pauvreté et, d'autre part, de soutenir les acteurs publics et privés de la coopération dans la promotion des ODM en veillant notamment à leur fournir une meilleure information à leur sujet, et de renforcer la sensibilisation du grand public à cette problématique;

12. au niveau belge, d'établir annuellement un aperçu analytique du progrès effectué par le gouvernement dans la réalisation des ODM en matière de développement et de le présenter devant le parlement, ainsi que prévu dans le projet de loi concernant le suivi de l'action gouvernementale au niveau des ODM (doc. Sénat, n° 3-579/5 et doc. Chambre, n° 51-1082/1 et suivants); d'œuvrer par ailleurs auprès des Nations unies en faveur d'une mesure équivalente étendue à l'ensemble des pays développés;

II. Recommandations opérationnelles

A. Les actions de la Belgique au sein des organisations internationales et européennes

1. Axées sur le développement

13. en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire, de tenir compte notamment du rapport Jeffrey Sachs « *A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals* », du rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, chargé par le secrétaire des Nations unies d'examiner les principales menaces et les défis auxquels est confrontée la communauté internationale dans le domaine plus large de la paix et de la sécurité, y compris les questions économiques et sociales qui sont liées à la paix et à la sécurité, et du rapport mondial 2003 sur le développement humain: « *Les Objectifs du Millénaire pour le développement: Un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine* » du PNUD;

2. La Belgique au sein des organisations internationales

2.1. La réforme de l'Organisation des Nations unies

14. la réalisation des ODM étant un des fils conducteurs de la réforme imminente des Nations

de vakbonden, de steden en gemeenten, de NGO's en de migrantenorganisaties teneinde hun deskundigheid te steunen zodat zij met hun ervaring een kwalitatieve bijdrage kunnen leveren aan de realisatie, in onderling overleg, van de Millenniumdoelstellingen; via projecten uitgaande van de overheden en de NGO's, meer mogelijkheden te bieden aan de plaatseijke gemeenschappen in het Zuiden — en dan vooral de armste — zodat zij kunnen deelnemen aan de realisatie van nationale armoedebestrijdingsplannen; voorts de publieke en privé-actoren inzake ontwikkeling te steunen in de promotie van de Millenniumdoelstellingen, vooral door hen hierover beter te informeren, en het grote publiek meer attent te maken op deze problematiek;

12. op Belgisch niveau een jaarlijks analytisch overzicht op te stellen van de vooruitgang die de regering boekt op het stuk van de millenniumdoelstellingen inzake ontwikkeling en het voor te stellen aan het parlement, zoals wordt voorgesteld in het wetsontwerp betreffende de follow-up van het optreden van de regering het stuk van de Millenniumdoelstellingen inzake ontwikkeling (stuk Senaat, nr. 3-579/5 en stuk Kamer, nr. 51-1082/1 en volgende); er bij de Verenigde Naties op aan te dringen dat een soortgelijke maatregel zou gelden voor alle ontwikkelde landen;

II. Operationele aanbevelingen

A. Het optreden van België binnen de internationale en Europese organisaties

1. Rond ontwikkeling

13. teneinde de Millenniumdoelstellingen te bereiken, in het bijzonder rekening te houden met het verslag Jeffrey Sachs « *A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals* », met het verslag van het Panel van vooraanstaande persoonlijkheden over de dreigingen, uitdagingen en verandering, dat door de secretaris-generaal van de Verenigde Naties is belast met een onderzoek naar de voornaamste dreigingen en uitdagingen waaraan de internationale gemeenschap het hoofd bieden op het ruimere gebied van vrede en veiligheid, met inbegrip van de economische en sociale kwesties die verband houden met vrede en veiligheid, met het wereldverslag over de Menselijke Ontwikkeling 2003: « *De Millenniumdoelstellingen: een pact tussen de landen om de menselijke armoede te overwinnen* » van de UNDP;

2. België binnen de internationale organisaties

2.1. De hervorming van de Organisatie van de Verenigde Naties

14. gezien de verwezenlijking van de MDO één van de krachtlijnen is van de nakende hervorming van

unies, de soutenir la réforme et le renforcement de l'ECOSOC dans la perspective de l'institution d'un conseil de sécurité social et économique international et de contribuer en outre au renforcement des organisations internationales existantes (OIT, OMS, UNESCO), en demandant de les doter d'un organe de règlement des différends comparable à celui de l'OMC; ceci, en appuyant ladite réforme, de sorte que les Nations unies et ses institutions spécialisées puissent remplir leurs missions plus efficacement par une coordination bien élaborée et, ce faisant, puissent acquérir une plus grande légitimité auprès de tous les peuples du monde;

2.2. La Finance internationale

15. de veiller à ce que les NU, les institutions spécialisées de Bretton Woods et les banques de développement régional orientent leurs missions vers la réalisation des Objectifs du Millénaire;

16. de veiller à ce que les corps intervenant dans la prise de décision au niveau international, à savoir les pays du G 7 et du G 8, les institutions financières issues de Bretton Woods, la BEI et les autres banques de développement régional, l'OMC et son système de règlement des différends, montrent l'exemple et adoptent des modes de prise de décision intégrés, transparents et responsables;

17. d'encourager au niveau international la traçabilité des opérations commerciales et financières et des donneurs d'ordre; d'engager une large réflexion tant au niveau international qu'au niveau européen en vue de trouver des mécanismes permettant de restreindre la délinquance financière, ce afin d'éviter que les pays en voie de développement ne continuent de perdre annuellement, via la délinquance financière, des sommes plus élevées que l'aide au développement qu'ils reçoivent, notamment en coopérant activement au thème subsidiaire « Délits économiques, en ce compris le blanchiment d'argent » du 11^e Congrès des Nations unies sur la prévention des crimes et le droit pénal de Bangkok (18-25 avril 2005); également en donnant une suite satisfaisante à la Convention Anticorruption, conclue au sein de l'OCDE en 1997, en vertu de laquelle des personnes physiques ou morales qui soudoyent des fonctionnaires et politiciens étrangers dans le cadre de transactions d'affaires, sont sanctionnés;

2.3. La dette

18. d'inciter l'Union européenne et plus largement la communauté internationale à s'accorder immédiatement sur un moratoire du service de la dette pour tous les pays appartenant au groupe des pays pauvres les plus lourdement endettés ou à celui des pays les moins avancés et à renoncer à toutes les dettes bilaté-

de VN, de hervorming en de versterking van ECOSOC te steunen met het oog op de oprichting van een internationale economische en sociale veiligheidsraad en bovendien bij te dragen tot de versterking van de bestaande internationale organisaties (IAO, WHO, UNESCO), en te vragen dat ze worden uitgerust met een geschillenbeslechtingsorgaan dat vergelijkbaar is met dat van de WTO; die hervorming te steunen opdat de Verenigde Naties en hun gespecialiseerde instellingen hun taken efficiënter kunnen uitvoeren op basis van een goed uitgekiende coördinatie en zo een grotere legitimiteit kunnen verwerven bij alle volkeren van de wereld;

2.2. De internationale financiën

15. erop toe te zien dat de VN, de gespecialiseerde instellingen van Bretton Woods en de regionale ontwikkelingsbanken bij de uitvoering van hun taken streven naar de verwezenlijking van de Millennium-doelstellingen;

16. erop toe te zien dat de actoren die deelnemen aan de internationale besluitvorming, namelijk de landen van G 7 en de G 8, de financiële instellingen die zijn ontstaan uit Bretton Woods, de EIB en de andere regionale ontwikkelingsbanken, de WTO en haar geschillenbeslechtingssysteem, het goede voorbeeld zouden geven met een geïntegreerd, doorzichtig en verantwoord besluitvormingsproces;

17. op internationaal niveau de opspoorbaarheid van de commerciële en financiële verrichtingen en van de opdrachtgevers te bevorderen; zowel op internationaal als op Europees vlak een brede reflexie op te starten teneinde mechanismen te vinden ter bestrijding van de financiële delinquentie, en zo te voorkomen dat de ontwikkelingslanden jaarlijks door de financiële delinquentie meer geld blijven verliezen dan zij ontwikkelingshulp krijgen, met name door actief mee te werken aan het subsidiaire thema « Délits économiques, en ce compris le blanchiment d'argent » van het 11^e Congres van de Verenigde Naties over misdaadpreventie en strafrecht in Bangkok (van 18 tot 25 april 2005); door werk te maken van de uitvoering van het in 1997 in de OESO gesloten Anticorrup tieverdrag, dat tot doel heeft fysieke of rechtspersonen te straffen die buitenlandse ambtenaren of politici omkopen in het kader van zakelijke transacties;

2.3. De schuld

18. de Europese Unie en de internationale gemeenschap in het algemeen ertoe aan te zetten het onverwijd eens te raken over een moratorium op de schuldendienst van de armste landen met de zwaarste schuldenlast en van de minst ontwikkelde landen en af te zien van alle bilaterale schulden van deze landen;

rales pesant sur ces pays; d'autre part, de veiller à découpler ces annulations, des conditionnalités macro-économiques traditionnelles imposées dans le cadre des programmes d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale; et d'annuler leurs créances en faveur des pays qui ont inscrit les ODM dans leurs PRSP (*Poverty Reduction Strategy Papers*);

19. d'intensifier son action diplomatique en vue de l'annulation des dettes des pays pauvres détenues par des institutions multilatérales; à cet égard, de veiller à rééquilibrer la relation entre les créanciers et les débiteurs, parce qu'actuellement les pays débiteurs sont entendus isolément au Club de Paris alors que les pays créanciers se groupent; dès lors, de veiller à ce que les pays débiteurs puissent également se regrouper pour être mieux armés dans la négociation, étant donné que l'organisation d'une conférence internationale des Nations unies spécifique sur la question des dettes des pays les plus pauvres permettrait également aux pays débiteurs de se grouper en vue de défendre des intérêts communs; de prendre position en faveur d'une mesure équivalente étendue à l'échelle européenne et aux institutions financières internationales;

2.4. La cohérence des politiques

20. de veiller à la collaboration entre toutes les parties concernées — donateurs bilatéraux, organisations internationales, gouvernements et société civile — dans la poursuite des Objectifs du Millénaire; de plaider pour un soutien plus actif de l'Organisation des Nations unies afin que les efforts entrepris soient couronnés de succès; de contribuer activement au renforcement de la coordination entre les organisations de développement à tous les niveaux pour la mise en œuvre des projets de développement et de promouvoir le renforcement de la coordination régionale en vue de créer des synergies avec d'autres projets de développement exécutés par divers organismes; de veiller à ce qu'aucun des pays les plus pauvres ne soit exclu du circuit de l'aide apportée par la coopération au développement, d'éviter une trop grande concentration de l'aide à certains pays aux dépens d'autres pays;

21. de veiller à ce que les Objectifs du Millénaire soient présents dans les PRSP et que les indicateurs formulés pour ces ODM servent aussi lors du monitoring et de l'évaluation des PRSP, étant donné qu'il est souhaitable qu'une plus grande cohérence politique existe, condition sine qua non de l'appropriation de l'aide par les partenaires et que cette cohérence doit également se retrouver sur le plan budgétaire;

er boven dien op toe te zien dat deze kwijtscheldingen niet worden gekoppeld aan de traditionele macro-economische voorwaarden die worden opgelegd in het kader van de aanpassingsprogramma's van het IMF en de Wereldbank; de schuldvorderingen kwijt te schelden van landen die de Millenniumdoelstellingen hebben opgenomen in hun PRSP (*Poverty Reduction Strategy Papers*);

19. de diplomatieke inspanningen op te voeren om de schulden van de arme landen die in handen zijn van multilaterale instellingen kwijt te schelden; op dat vlak toe te zien op een beter evenwicht in de betrekkingen tussen de schuldeisers en de schuldenaars, omdat de debiteurlanden momenteel afzonderlijk gehoord worden in de Club van Parijs, terwijl de crediteurlanden zich verenigen; er bijgevolg op toe te zien dat de debiteurlanden zich ook kunnen verenigen om beter gewapend te zijn in de onderhandelingen, aangezien het houden van een specifieke internationale conferentie van de Verenigde Naties over de schuldenlast van de armste landen ook de debiteurlanden in staat kan stellen zich te verenigen om hun gemeenschappelijke belangen te verdedigen; een standpunt in te nemen ten gunste van een equivalent maatregel op Europese schaal en op het niveau van de internationale financiële instellingen;

2.4. De coherentie van het beleid

20. toe te zien op de samenwerking tussen alle betrokken partijen — bilaterale donors, internationale organisaties, regeringen en maatschappelijk middenveld — voor het realiseren van de Millenniumdoelstellingen; te pleiten voor een actievere steun van de Organisatie van de Verenigde Naties opdat de inspanningen met succes bekroond worden; actief bij te dragen tot een betere coördinatie tussen de ontwikkelingsorganisaties op alle niveaus voor de uitvoering van ontwikkelingsprojecten en door de regionale coördinatie te steunen om synergieën op touw te zetten met andere ontwikkelingsprogramma's van verschillende organisaties; erop toe te zien dat geen enkel van de armste landen uitgesloten wordt van het hulpcircuit van de ontwikkelingssamenwerking, en te vermijden dat de hulp te veel geconcentreerd wordt op sommige landen ten nadele van andere;

21. erop toe te zien dat de Millenniumdoelstellingen in de PRSP opgenomen worden en dat de indicatoren die voor deze Millenniumdoelstellingen zijn gehanteerd ook dienen voor de monitoring en de evaluatie van de PRSP, gelet op het feit dat een betere politieke coherentie wenselijk, en een absolute voorwaarde is voor de aanpassing van de hulp door de partners, en dat deze coherentie ook op budgettair vlak moet gelden;

2.5. Doha

22. en vue d'aider les pays pauvres à atteindre une sécurité alimentaire, de plaider activement pour la suppression des subventions à l'exportation de produits agricoles et d'encourager les pays pauvres à se structurer en marchés communs agricoles régionaux regroupant des pays ayant des productivités assez voisines pour permettre aux pays pauvres de protéger, notamment par des droits de douane ajustables ces «grands marchés agricoles» et leur donner le temps nécessaire au développement de leur économie; de renforcer et soutenir les programmes de développement rural, ces derniers devant fournir une infrastructure permettant aux petits agriculteurs et aux entrepreneurs ruraux d'accroître la valeur ajoutée de leurs produits; de faciliter l'accès au marché pour les pays en voie de développement, dans le cadre de régulations commerciales préférentielles, en simplifiant notamment les procédures administratives;

23. d'œuvrer au réexamen de l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) pour promouvoir le partage et la plus large circulation possible des connaissances concernant le progrès des sciences et des technologies, ainsi que le partage des bienfaits qui en découlent, en particulier avec les pays en développement; de promouvoir l'assouplissement des conditions d'octroi de brevets de fabrication pour les pays en développement; de veiller à distinguer clairement les notions d'«invention» et de «découverte» afin de limiter l'octroi de brevets aux «inventions»; de réévaluer le contrôle que les phytogénéticiens privés exercent sur les plantes et les graines et qui fait obstacle aux droits et pratiques des agriculteurs, lesquels sont indispensables à la sécurité alimentaire dans le Tiers-monde, tels que le fait de récolter les semences provenant d'une récolte pour les replanter l'année suivante ou pour en faire la vente et l'échange sur les marchés locaux; de veiller toujours en premier lieu à préserver la santé publique et de mettre les règles de l'OMC en conformité avec la Convention internationale sur la biodiversité;

24. d'œuvrer à la transposition en droit communautaire de la Déclaration du Conseil général de l'OMC sur la mise en œuvre du paragraphe 6 de la déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC (Aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce) et la santé publique, et d'œuvrer à la transposition en droit communautaire d'une solution acceptable pour les pays les plus pauvres qui ne disposent pas des capacités techniques nécessaires à la production de médicaments génériques, sans restrictions notamment via les licences obligatoires, les importations parallèles et les exceptions aux droits exclusifs;

2.5. Doha

22. om de armste landen te helpen komen tot voedselzekerheid, actief te pleiten voor de afschaffing van de subsidies bij de uitvoer van landbouwproducten en de armste landen aan te moedigen zich te verenigen in gemeenschappelijke regionale landbouwmarkten met landen met een vergelijkbare productiviteit en de arme landen in de mogelijkheid te stellen om deze grote landbouwmarkten te beschermen met name via aanpasbare douanerechten, zolang dat nodig is voor de ontwikkeling van de economie; programma's van plattelandsonderwikkeling te steunen, die infrastructuur moeten leveren aan kleine landbouwers en ondernemers zodat zij de toegevoegde waarde van hun producten kunnen verhogen; de toegang van ontwikkelingslanden tot de markt vergemakkelijken in het kader van voorkeursregels, onder andere door de administratieve procedures te vereenvoudigen;

23. te ijveren voor het opnieuw onderzoeken van het akkoord over de aspecten van intellectuele eigenom die te maken hebben met handel (TRIPS) om het delen en de grootst mogelijke circulatie van kennis betreffende de vooruitgang van de wetenschap en de technologie te bevorderen, alsook het delen van de weldaden die hieruit voortvloeien, in het bijzonder met de ontwikkelingslanden; de versoepeeling van de voorwaarden voor het toekennen van octrooien voor vervaardigingsbrevetten voor de ontwikkelingslanden te bevorderen; erop toe te zien dat er een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen de noties «uitvinding» en «ontdekking» om de toekenning van brevetten voor «uitvindingen» te beperken; de controle te herzien die de privé-phytogenetici uitoefenen op de planten en de korrels en die de rechten en de praktijk van de landbouwers in de weg staat, die nochtans onontbeerlijk zijn voor de voedselveiligheid in de derde wereld, zoals het feit dat er zaden voortkomen van een oogst om ze het volgend jaar te herplanten of om ze te verkopen en uit te wisselen op de plaatselijke markten; er steeds in de eerste plaats op toe te zien dat de volksgezondheid niet in het gedrang komt en de regels van de WTO in overeenstemming te brengen met de Internationale Conventie inzake biodiversiteit;

24. te ijveren voor de omzetting in het gemeenschapsrecht van de Verklaring van de Algemene Raad van de WTO betreffende de tenuitvoerlegging van § 6 van de verklaring van Doha betreffende het TRIPS-verdrag (Trade-related aspects of intellectual property rights) en de volksgezondheid, en te werken aan de omzetting in het gemeenschapsrecht van een aanvaardbare oplossing voor de armste landen die technisch niet in staat zijn om generische geneesmiddelen te produceren, zonder beperkingen en met name via dwanglicenties, parallele invoer en uitzonderingen op de exclusieve rechten;

2.6. Sécurité et développement

25. de continuer à soutenir l'idée selon laquelle contribuer au développement est une manière efficace de contribuer efficacement à la paix et la sécurité dans le monde;

26. afin de faire face à l'absence de cadre global limitant la propagation des armes légères, considérée par le secrétaire général des Nations unies comme de véritable armes de destruction massive; d'œuvrer à la mise en place d'une convention-cadre sur les transferts internationaux d'armes légères; d'améliorer la transparence du transfert d'armes; de soutenir les mesures de désarmement prises au niveau régional, comme par exemple le Moratoire sur l'importation, l'exportation ou la fabrication d'armes légères en Afrique de l'Ouest; de respecter de façon conséquente ses obligations internationales et de donner suite pareillement au Code européen de bonne conduite en matière de commerce des armes, comme prévu dans la loi; en même temps, mettre à profit la présidence de l'OSCE en 2006, ainsi que de la présidence des arrangements de Wassenaar en 2007, afin de plaider pour l'élaboration d'un code de bonne conduite en matière d'armes légères;

3. La Belgique au sein de la Communauté européenne

27. de prendre en considération les conclusions du rapport Sachs sur les ODM et plus particulièrement les remarques concernant la coordination au sein de l'UE; de veiller à l'amélioration de la concertation au sein de l'Union européenne en amont des réunions internationales les plus importantes (Conseil de sécurité des Nations unies, conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale); mais aussi de plaider en faveur d'un accroissement de la transparence et de la responsabilité du représentant de l'UE au sein des institutions financières internationales afin de permettre un réel contrôle parlementaire sur ces institutions et leurs avancées par rapport aux Objectifs du Millénaire;

28. de promouvoir la coordination et la complémentarité, tout en initiant des pas concrets dans ce domaine; de veiller à ce qu'au niveau européen, les différentes procédures et formalités nationales qui donnent accès à l'aide au développement, soient harmonisées, par exemple en faisant en sorte que soit développée une seule banque de données européenne qui centralise l'information concernant les plans de gestion, les projets et les programmes, aussi bien de l'UE que de ses États membres et des pays en voie de développement, ayant comme objectif de réaliser les ODM;

29. de continuer à demander la révision du mandat de la Commission européenne dans le cadre de l'OMC, notamment pour réviser les textes de

2.6. Veiligheid en ontwikkeling

25. de idee te blijven steunen dat bijdragen tot de ontwikkeling een efficiënte manier is om bij te dragen tot vrede en veiligheid in de wereld;

26. om een einde te maken aan het ontbreken van een algemeen kader ter beperking van de verspreiding van lichte wapens, die door de secretaris-generaal van de Verenigde Naties als echte massavernietigingswapens beschouwd worden, te ijveren voor de totstandkoming van een raamovereenkomst over de internationale transfers van lichte wapens; de transparantie van de wapenoverdrachten te verbeteren; de ontwapeningsmaatregelen op regionaal niveau te steunen, zoals bijvoorbeeld het moratorium op de invoer, de uitvoer of de vervaardiging van lichte wapens in West-Afrika; internationale verplichtingen consequent na te komen en gevolg te geven aan de Europese Gedragscode inzake wapenhandel, zoals de wet bepaalt; tezelfdertijd, ter gelegenheid van het voorzitterschap van de OVSE in 2006 en van het voorzitterschap van het Wassenaar-arrangement in 2007, te pleiten voor de opstelling van een gedragscode inzake lichte wapens;

3. België binnen de Europese Gemeenschap

27. de besluiten van het Sachs-verslag over de MDO in overweging te nemen, meer bepaald de opmerkingen betreffende de coördinatie binnen de EU; toe te zien op een beter overleg binnen de Europese Unie vóór de belangrijkste internationale vergaderingen (Veiligheidsraad van de Verenigde Naties, raden van bestuur van het IMF en de Wereldbank); maar ook te pleiten voor meer transparantie en voor een grotere verantwoordelijkheid van de EU-vertegenwoordiger in de internationale financiële instellingen om een werkelijke parlementaire controle op deze instellingen en de vorderingen die ze maken inzake de Millenniumdoelstellingen mogelijk te maken;

28. de coördinatie en de complementariteit te bevorderen, en concrete stappen op dat vlak te zetten; erop toe te zien dat de verschillende procedures en nationale formaliteiten die toegang verschaffen tot ontwikkelingshulp op Europees niveau geharmoniseerd worden, bijvoorbeeld door te zorgen voor de totstandkoming van een enkele Europese gegevensbank die de informatie centraliseert betreffende de beheersplannen, de projecten en de programma's van zowel de EU, de lidstaten als de ontwikkelingslanden, om de MDO te verwezenlijken;

29. te blijven aandringen op een herziening van het mandaat van de Europese Commissie in het kader van de WHO, in het bijzonder om de teksten van het Alge-

l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et replacer explicitement toutes les négociations commerciales sur les services d'intérêt général tels que la santé, le logement, l'éducation, la culture et l'eau dans le cadre de l'amélioration de l'accès aux services de base de cette nature, élément primordial pour atteindre les Objectifs du Millénaire;

30. d'engager une vaste réflexion au niveau européen sur les sources innovantes de financement de la coopération et leur faisabilité; d'appuyer, en ce sens, la présidence de l'Union européenne pour qu'elle inscrive à l'ordre du jour du prochain Conseil européen, la recherche de moyens de financement alternatifs pour l'aide publique au développement, et de prendre une initiative européenne à mener au Sommet mondial pour le développement durable, en s'inspirant notamment de l'initiative IFF, du rapport Landau et de la loi belge Tobin-Spahn;

B. Recommandations au gouvernement belge

1. L'aide publique, sources de financement du développement

31. de poursuivre ses efforts en vue d'atteindre l'engagement pris à Monterrey d'augmenter l'Aide publique au Développement pour atteindre l'objectif de 0,7% du RNB d'ici 2010, en respectant un échéancier définissant quelle sera l'augmentation annuelle du budget de la coopération afin d'atteindre 0,7% du RNB pour 2010; de garantir cet effort au-delà de 2015 et de veiller à assurer continuellement la transparence quant à l'affectation des moyens budgétaires accordés par la coopération au développement;

32. dans un souci de « *mutual accountability* », d'assouplir et d'améliorer les modalités de décaissement et d'acheminement de cette aide; d'assurer sur le long terme l'aide accordée dans le cadre de programmes de développement; de mettre en place un cycle de projets flexibles, respectueux de la spécificité des procédures en vigueur dans le pays aidé; de réduire les conditionnalités de l'aide au strict nécessaire pour les pays en voie de développement, sans mettre en péril la transparence et l'efficacité de l'aide, et ce afin de leur laisser une certaine souplesse dans la gestion des fonds qui leur sont alloués; de donner plus de délégations à ses représentations en vue d'atteindre une meilleure adaptation à l'agenda de ses partenaires afin d'utiliser au mieux les aides allouées aux Objectifs du Millénaire;

33. de soutenir financièrement les efforts que déploient les pays les plus pauvres pour parvenir au

meen Akkoord over de Handel in Diensten (GATS) te herzien en uitdrukkelijk iedere vorm van handelsonderhandelingen over diensten van algemeen nut zoals gezondheid, huisvesting, onderwijs, cultuur of water te later kaderen in het beter toegankelijk maken van de basisdiensten aangezien een gemakkelijke toegang tot dergelijke basisdiensten van wezenlijk belang is om de Millenniumdoelstellingen te halen;

30. zich op Europees niveau te beraden over de vernieuwende financieringbronnen voor de samenwerking en de haalbaarheid ervan; in deze zin het voorzitterschap van de Europese Unie te steunen opdat zij zou aansluiten bij de agenda van de volgende Europese Raad, te zoeken naar alternatieve financieringsmiddelen voor ontwikkelingshulp van de overheid, en een Europees initiatief te nemen in het kader van de Wereldtop voor duurzame ontwikkeling; zich hierbij met name te laten leiden door het IFF initiatief, het rapport Landau en de Belgische Tobin-Spahn-wet;

B. Aanbevelingen aan de Belgische regering

1. Officiële ontwikkelingshulp, middelen voor de financiering van de ontwikkeling

31. de inspanningen voort te zetten om de verbindenissen van Monterrey na te leven, dat wil zeggen om de officiële ontwikkelingshulp op te drijven zodat in 2010 de doelstelling van 0,7% van het BNI wordt bereikt, door een precies tijdsschema vast te stellen met betrekking tot de jaarlijkse verhoging van de begroting van ontwikkelingssamenwerking, zodat in 2010 de doelstelling van 0,7% van het BNI wordt bereikt; deze inspanningen ook voort te zetten na 2015 en voortdurend toe te zien op de transparantie met betrekking tot de aanwending van de budgettaire middelen voor ontwikkelingssamenwerking;

32. in het kader van de « *mutual accountability* » te zorgen voor soepelere en betere uitbetaling en verzending van deze hulp; de hulp die wordt toegekend in het kader van ontwikkelingsprogramma's op lange termijn te waarborgen; een cyclus van flexibele projecten in het leven te roepen, die in overeenstemming zijn met de specifieke procedures van het geholpen land; zo weinig mogelijk voorwaarden te verbinden aan de steun aan de ontwikkelingslanden, zonder de transparantie en de efficiency van de hulp in gevaar te brengen, teneinde hen een zekere marge te laten in het beheer van de hen toegekende sommen; de vertegenwoordigers meer bevoegdheid te geven zodat een grotere overeenstemming met de agenda van de partners kan worden bereikt en de hulp met het oog op het verwezenlijken van de Millenniumdoelstellingen zo goed mogelijk kan worden ingezet;

33. de inspanningen van de armste landen om tot veralgemeend respect voor de mensenrechten, trans-

respect généralisé des droits de l'homme, à la transparence de la politique et à la bonne gouvernance;

2. Les autres sources de financement (Tobin, IFF, Landau)

34. de continuer à veiller en permanence à ne pas lier les aides publiques au développement aux crédits d'exportation décidés par la Belgique au profit des entreprises belges, et ce dans le respect de la recommandation de l'OCDE sur le déliement de l'aide aux PME;

3. Remise de la dette

35. de continuer à œuvrer à l'annulation des créances (y compris les créances détenues par l'Office national du Ducroire) sur les pays les plus endettés, cette opération devant être renforcée et accélérée afin d'alléger le fardeau de la dette de ces pays; de veiller à ce que les annulations de dette soient converties au bénéfice des populations locales et traduites, notamment, dans des programmes de développement, de démocratisation, d'éducation et de santé;

36. de faire rapport chaque année au Parlement sur ses activités en matière d'allégement de la dette des pays PPTE et de mentionner dans ce rapport, en particulier, les opérations d'annulation de la dette pour les prêts d'État à État et les assurances-crédit à l'exportation, ainsi que les points de vue sur la dette multilatérale que la Belgique a défendus au FMI et à la Banque mondiale;

37. dans le cas des dettes pouvant être qualifiées de «dettes odieuses», de veiller à la reconnaissance de la coresponsabilité éventuelle des créanciers et des débiteurs dans la formation de ces dettes et dans les solutions à y apporter et de lutter ainsi contre l'impunité;

4. Les règles éthiques et le Ducroire

38. de faire en sorte que l'octroi des garanties de l'Office national du Ducroire tienne compte des directives de l'OCDE et des conventions de l'OIT en vue de promouvoir les principes de bonne gouvernance et d'inciter le secteur privé à des investissements et des pratiques de commerce qui soient compatibles avec les principes de nature environnementale, sociale, économique et éthique;

39. de prévoir qu'une sanction soit infligée en cas de non-respect des directives valables pour les entreprises bénéficiant d'une garantie de crédit de l'Office national du Ducroire, de sorte que les directives inter-

parantie van beleid en «good governance» te komen, financieel te steunen;

2. De andere financieringsbronnen (Tobin, IFF, Landau)

34. er blijven op toe te zien dat de officiële ontwikkelingshulp niet wordt gekoppeld aan de exportkredieten die België toekent aan Belgische ondernemingen en dit met inachtneming van de aanbeveling van de OESO over het vrijmaken van hulp aan de KMO's;

3. Schuldkwijtschelding

35. ervoor blijven te ijveren dat de schulden van de landen met de grootste schuldenlast, worden kwijtgescholden (met inbegrip van de vorderingsrechten van de Nationale Delcrederedienst); deze operatie te versterken en te versnellen om de schuldenlast van deze landen te verlichten; er op toe te zien dat deze schuldkwijtschelding wordt gebruikt ten voordele van de plaatselijke bevolking en wordt aangewend voor programma's inzake ontwikkeling, democratisering, onderwijs en volksgezondheid;

36. jaarlijks verslag uit te brengen bij het Parlement over de activiteiten met betrekking tot de verlichting van de schulden van de HIPC-landen en in dat verslag in het bijzonder de operaties van schuldkwijtschelding voor leningen van staat tot staat en exportkredietverzekeringen te vermelden, alsook de standpunten over de multilaterale schuld die België bij het IMF en de Wereldbanken heeft verdedigd;

37. in geval van schulden die als «verfoeilijke schulden» worden bestempeld er op toe te zien dat de eventuele gedeelde verantwoordelijkheid van schuldeisers en schuldenaars wordt erkend met betrekking tot het ontstaan van de schulden en en in het vinden van oplossingen en te strijden tegen de straffeloosheid;

4. Gedragscode en Delcredere

38. ervoor te zorgen dat in de toekenning van garanties door de Nationale Delcrederedienst rekening wordt gehouden met de richtlijnen van de OESO en de conventies van de IAO met het oog op het bevorderen van de principes van «good governance» en de privé-sector er toe aan te zetten investeringen te doen en handelspraktijken toe te passen die verenigbaar zijn met principes inzake leefmilieu en van sociale, economische en ethische aard;

39. de mogelijkheid in te voeren een straf op te leggen bij niet-naleving van richtlijnen van toepassing op ondernemingen die een kredietwaarborg van de Nationale Delcrederedienst genieten zodat niet af-

nationales sans valeur coercitive acquièrent celle-ci dans la législation belge;

40. de faire en sorte que l'Office national du Ducroire établisse annuellement un rapport sur la façon dont les décisions prises s'accordent aux directives de l'OCDE sur les entreprises multinationales, les standards opérationnels et environnementaux de la Banque mondiale ainsi que les conventions de base de l'OIT;

5. Cohérence et coordination entre acteurs belges de la coopération

41. d'associer la société civile et les autres acteurs de la coopération (que sont notamment les ONG belges et locales de la coopération au développement, les associations et entreprises de l'économie sociale et solidaire, les universités, les syndicats, les villes et communes ou encore les organisations de migrants, en veillant à respecter leur autonomie et leur indépendance) à la réalisation des Objectifs du Millénaire, et notamment de mettre à profit leur connaissance du terrain;

42. de veiller au respect de la cohérence de la politique belge de coopération au développement et à une meilleure coordination entre les compétences de l'État fédéral et des entités fédérées en la matière;

43. de veiller à établir, en matière de coopération belge et européenne, des rapports d'incidences permettant d'identifier les mesures ayant des répercussions négatives en termes de développement durable, et ce afin de pouvoir, le cas échéant, corriger les politiques engagées;

6. Partenariat public-privé

44. de repenser les relations de la Belgique, et plus largement de l'UE, avec tous les pays en développement et de veiller à intégrer davantage les principes du commerce équitable dans leur politique de développement, les principes du commerce équitable pouvant être utilisés comme un modèle sur lequel on peut construire une politique commerciale cohérente et centrée sur le potentiel des petites et moyennes entreprises, sur le besoin de micro-crédits, sur le renforcement des femmes productrices, sur la nécessité de protéger et de soutenir les producteurs marginalisés et sur les industries naissantes, sur la nécessité de garantir des prix unitaires plus justes pour les matières premières, sur le soutien à la diversification de produit dans le Sud et sur le respect de l'environnement;

45. de soutenir davantage l'économie solidaire fondée sur une autonomie de gestion, sur la transparence et sur un processus de décision démocratique, et

dwingbare internationale richtlijnen wel afdwingbaar worden in de Belgische rechtsorde;

40. de Nationale Delcrederedienst ertoe te brengen een jaarverslag op te stellen over de manier waarop hij zijn beslissingen afstemt op de OESO-richtlijnen betreffende multinationals, de operationele en milieucriteria van de Wereldbank alsook de basisverdragen van de IAO;

5. Samenhang en coördinatie van de Belgische actoren op het stuk van de ontwikkelingssamenwerking

41. het maatschappelijk middenveld en de overige actoren van de ontwikkelingssamenwerking (dit zijn meer bepaald de Belgische en plaatselijke NGO's voor ontwikkelingssamenwerking, de verenigingen en ondernemingen voor sociale en solidaire economie, de universiteiten, de vakbonden, de steden en gemeenten of nog de migrantenorganisaties en erop toe te zien dat hun onafhankelijkheid wordt gerespecteerd) te betrekken bij het realiseren van de Millenniumdoelstellingen en meer bepaald voordeel te halen uit hun kennis van de plaatselijke omstandigheden;

42. erop toe te zien dat ons land de samenhang van zijn ontwikkelingsbeleid naleeft en dat de bevoegdheden van de federale Staat en van de deelgebieden beter op elkaar worden afgestemd;

43. erop toe te zien dat betreffende de Belgische en Europese coöperatie effectenrapporten worden opgesteld waardoor de maatregelen ongunstige gevolgen hebben inzake duurzame ontwikkeling kunnen geïdentificeerd worden, en dit om in voorkomend geval het gevoerde beleid te kunnen bijstellen;

6. Partnerschap overheid-privé

44. de relaties van België en in ruimere zin van de EU met alle ontwikkelingslanden opnieuw te bekijken en erop toe te zien dat de beginselen inzake eerlijke handel worden opgenomen in hun ontwikkelingsbeleid, waarbij de beginselen inzake eerlijke handel kunnen worden gebruikt als richtsnoer bij het uitstippelen van een coherent handelsbeleid dat gericht is op het potentieel van de kleine en middelgrote ondernemingen, op de behoefte aan microkredieten, op de ondersteuning van de producerende vrouwen, op de noodzaak de gemarginaliseerde producenten te ondersteunen en op de nieuwe nijverheden, op de noodzaak om meer rechtvaardige eenheidsprijzen te waarborgen voor de grondstoffen, op de ondersteuning van de productdiversificatie in het Zuiden en op het respect voor het milieu;

45. meer steun te geven aan de solidaire economie die gebaseerd is op zelfstandig beheer, op doorzichtigheid en op democratische besluitvorming, en voor-

de donner la priorité à l'emploi et à la prestation de services de qualité à la communauté;

46. de reconnaître l'importance cruciale d'un accès de proximité au crédit et aux services financiers pour les entreprises de très petite taille et pour les PME et de renforcer la capacité des organismes locaux d'exécution des micro-interventions;

47. de reconnaître le microfinancement comme un instrument spécifique permettant aux pouvoirs publics de développer une vision claire des objectifs stratégiques et d'évaluer leur politique et leurs actions sur le terrain; d'intensifier les efforts de la Belgique en matière de microfinancement et de renforcer la société civile, notamment les ONG; de sensibiliser le secteur bancaire belge et européen ainsi que les institutions financières à l'intérêt du microfinancement; de renforcer les instruments publics tels que la DGCD, la CTB et BIO et d'élaborer un projet politique comprenant les points d'action suivants:

- investir dans les échanges d'expériences, dans le développement du savoir-faire, dans la formation du personnel propre, des coopérants et du secteur des ONG, notamment en augmentant la capacité dans les pays du Nord;

- investir dans les échanges d'expériences, dans le développement du savoir-faire, dans le renforcement des capacités d'organisation; stimuler la transparence des établissements de microfinancement dans les pays du Sud, notamment par une formation et une instruction de personnel technique au niveau local;

- à un niveau intermédiaire, intensifier les efforts visant à mettre en place des réseaux, des mécanismes de contrôle, des sociétés d'audit qui soient à même d'assister les établissements de microfinancement au niveau local;

- au niveau global, intensifier les efforts permettant de créer un climat économique stable et d'apporter un soutien aux pouvoirs publics des pays du Sud en vue d'assurer la sécurité juridique dans le secteur grâce à une législation et à un contrôle adaptés;

48. d'œuvrer à la mise en place d'un cadre juridique sur la responsabilité sociale des entreprises de l'Union européenne qui incite les investisseurs privés à respecter les normes essentielles du droit national et international du travail (respect des droits des travailleurs, protection des droits syndicaux, respect des conventions de l'OIT, notamment de la convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants) et de protection de l'environnement;

rang te geven aan werkgelegenheid en aan een kwalitatief hoogstaande dienstverlening aan de gemeenschap;

46. het grote belang te erkennen van in de onmiddellijke omgeving beschikbaar krediet en financiële dienstverlening voor de zeer kleine ondernemingen en de KMO's en de lokale instellingen beter in staat te stellen om op microniveau te handelen;

47. microfinanciering als een specifiek instrument te erkennen waarvoor de overheid een duidelijke visie en strategische doelstellingen ontwikkelt en haar beleid en acties op het terrein evalueert; de inspanningen van België inzake microfinanciering te verhogen alsook het middenveld met name de NGO's te versterken; de Belgische en Europese banksector evenals de financiële instellingen te sensibiliseren voor het belang van microfinanciering; de publieke instrumenten zoals de DGOS, de BTC en BIO te versterken en een beleidsplan te ontwikkelen met volgende actiepunten:

- investeren in ervaringsuitwisseling, het opbouwen van know-how, het vormen van eigen personeel, coöperanten en de NGO-sector, door met name de capaciteit in het Noorden te vergroten;

- investeren in ervaringsuitwisseling, het opbouwen van know-how, capacity building, versterking van de organisatiecapaciteit, het stimuleren van transparant beheer van microfinancieringsinstellingen in het Zuiden door onder andere op micro-niveau technisch personeel te vormen en op te leiden;

- op meso-niveau de inspanningen verhogen om netwerken op te starten, om controlemechanismen, audit-instellingen, te creëren die de microfinancieringsinstellingen op microniveau kunnen bijstaan;

- op macro-niveau de inspanningen verhogen om een stabiel economisch klimaat te creëren, de overheid in het Zuiden te ondersteunen om juridische zekerheid te creëren voor de sector door aangepaste wetgeving en controle;

48. zich in te zetten voor een juridische regeling van de sociale verantwoordelijkheid van bedrijven uit de Europese Unie, die de privé-investeerders ertoe aanzet de essentiële normen van het nationaal en internationaal arbeidsrecht (naleving van de rechten van de arbeiders, bescherming van de vakbonden, naleving van de IAO conventies, inzonderheid conventie nr. 182 betreffende de ergste vormen van kinderarbeid) en van de milieubescherming in acht te nemen;

7. Les cibles et objectifs privilégiés par la Belgique

7.1. VIH/sida

49. d'apporter son soutien à la mise au point, avec le concours de l'industrie pharmaceutique et d'autres partenaires, d'un vaccin efficace et abordable contre le VIH et de mettre les traitements contre le VIH à la portée du plus grand nombre dans les pays en développement;

50. de renforcer les programmes liés au VIH/sida, notamment pour ce qui concerne la fourniture du traitement antirétroviral;

51. de tendre vers une cohérence et une continuité dans l'aide accordée aux organisations internationales dans la lutte contre le sida;

7.2. Malaria et autres maladies liées à la pauvreté

52. de stimuler les activités de recherche et développement et d'inciter les fabricants à produire des médicaments à des prix accessibles à tous, et ce afin que les médicaments jugés non suffisamment rentables par l'industrie pharmaceutique, et pourtant indispensables pour le traitement des maladies tropicales, soient fabriqués en quantité suffisante et à un prix abordable pour tous;

53. concernant la malaria, de soutenir les programmes de diagnostic dès les premiers stades de la maladie; de veiller à assurer une protection contre les moustiques porteurs en distribuant notamment des moustiquaires traitées; de contribuer à l'accessibilité des médicaments efficaces aux personnes infectées, comme le prescrit l'OMS;

7.3. Droits de l'enfant

54. sachant que l'éducation est fondamentale pour améliorer les conditions sociales et économiques dans les pays pauvres, d'avoir une politique audacieuse et de prendre des engagements financiers fermes afin que l'initiative d'accélération de l'éducation pour tous soit opérationnelle, notamment en hâtant la mise en place des programmes d'éducation et de scolarisation, en veillant à la suppression des frais de scolarité, à la création de programmes alimentaires et de santé à l'école, en étant attentif à l'équilibre entre filles et garçons, et en veillant à renforcer le rôle des organisations de la société civile comme participants légitimes aux débats sur le système éducatif;

55. d'aider les pays en développement à concentrer leur action sur l'expansion et le renforcement des systèmes de santé pour assurer la survie des millions

7. De prioritaire doelstellingen van België

7.1. HIV/AIDS

49. steun te bieden aan de ontwikkeling, met de hulp van de farmaceutische nijverheid en andere partners, van een efficiënt en betaalbaar vaccin tegen het HIV en de behandelingen tegen het HIV voor zoveel mogelijk mensen in de ontwikkelingslanden betaalbaar te maken;

50. de programma's rond het HIV en AIDS uit te breiden, meer bepaald wat het verstrekken van de antiretrovirale behandeling betreft;

51. te streven naar coherentie en continuïteit in de hulp aan de internationale organisaties in de strijd tegen AIDS;

7.2. Malaria en andere armoedegerelateerde ziekten

52. de onderzoeks- en ontwikkelingsactiviteiten te stimuleren en de fabrikanten ertoe aan te zetten geneesmiddelen te produceren die voor allen betaalbaar zijn, opdat de geneesmiddelen die de farmaceutische nijverheid onvoldoende rendabel acht, maar die toch onmisbaar zijn voor de behandeling van tropische ziekten, in voldoende hoeveelheid en tegen een voor iedereen betaalbare prijs zouden worden geproduceerd;

53. wat malaria betreft, steun toe te zeggen aan programma's voor diagnose in de eerste ziektestadia; te zorgen voor een bescherming tegen besmette muggen door meer bepaald behandelde musketennetten uit te delen; bij te dragen tot de toegankelijkheid van werkzame geneesmiddelen aan besmette personen, zoals de WHO voorschrijft;

7.3. Rechten van het kind

54. vanuit de wetenschap dat onderwijs van fundamenteel belang is om de sociale en economische omstandigheden in de arme landen te verbeteren, een gedurfde beleid te voeren en vaste financiële verbintenissen aan te gaan om er voor te zorgen dat het initiatief tot versnelde invoering van onderwijs voor allen werkt, onder meer door een versnelde invoering van onderwijs- en scholingsprogramma's, door toe te zien op het schrappen van onderwijskosten, het opzetten van voeding- en gezondheidsprogramma's in de scholen, toe te zien op het evenwicht tussen jongens en meisjes en door de organisaties van het maatschappelijk middenveld als rechtmatige deelnemers aan het debat over het onderwijsysteem een grotere rol laten spelen;

55. de ontwikkelingslanden te helpen hun initiatieven toe te spitsen op de uitbreiding en de versterking van gezondheidssystemen om er voor te zorgen

d'enfants qui, chaque année, meurent de maladies qu'il est facile de prévenir ou de soigner;

7.4. Eau potable

56. dans le cadre de la décennie internationale d'action « L'eau source de vie » 2005-2015, proclamée par l'Assemblée générale des Nations unies dans la résolution A/RES/58/217, de confirmer que l'accès à l'eau potable en quantité et d'une qualité suffisante constitue un droit fondamental de l'être humain; d'insister pour que les pouvoirs publics à tous les niveaux aient l'obligation de garantir ce droit fondamental; de plaider au sein des institutions européennes et internationales pour que l'eau soit reconnue comme un bien public mondial;

57. d'encourager la mise en œuvre des mesures permettant d'assurer l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène;

58. se félicite de la décision prise par le ministre belge de la coopération au développement d'inscrire l'eau potable dans les priorités à accorder au niveau de la coopération bilatérale et multilatérale; demande au gouvernement de continuer à œuvrer à la réduction de moitié, d'ici à 2015, du pourcentage de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable ou qui n'ont pas les moyens de s'en procurer, ainsi qu'à un objectif similaire énoncé dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, visant à réduire de moitié le pourcentage de personnes qui n'ont pas accès à des services d'assainissement de base; de donner aux groupes de populations qui manquent le plus d'eau un accès prioritaire à de l'eau potable et aux installations sanitaires, et d'insister également sur ce point auprès de la Commission européenne et des institutions internationales compétentes;

59. attire l'attention sur les conflits que pourraient déclencher un approvisionnement et une distribution inadéquats des ressources hydriques communes, et constate la nécessité de redoubler d'efforts afin de prévenir les pénuries d'eau, de promouvoir une gestion intégrée des ressources hydriques et une bonne gouvernance en matière d'exploitation, de gestion, de protection et d'utilisation des ressources hydriques communes à l'intérieur des États et entre les États;

8. L'insuffisance des progrès vers les Objectifs du Millénaire

8.1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim

60. d'améliorer la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté par la promotion d'un développe-

dat miljoenen kinderen overleven die elk jaar sterven aan gemakkelijk te voorkomen of te behandelen ziekten;

7.4. Drinkwater

56. in het kader van het internationale decennium van de actie « Water, bron van leven » 2005-2015, uitgeroepen door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties in resolutie A/RES/58/217, bevestigen dat de toegang tot drinkbaar water van voldoende kwaliteit en in voldoende hoeveelheden een fundamenteel recht van de mens is; te benadrukken dat de openbare overheid op alle niveaus de plicht heeft om dit grondrecht te waarborgen; in de schoot van de Europese en internationale instellingen te pleiten opdat water als een internationaal publiek goed;

57. de toepassing van de maatregelen die watervoorziening en sanitatie en hygiëne garanderen, financieel aan te moedigen;

58. is zeer verheugd over de beslissing van de Belgische minister voor Ontwikkelings samenwerking om drinkbaar water een plaats te geven binnen de prioriteiten van ontwikkelings samenwerking op bilateraal en multilateraal niveau; vraagt aan de regering om te blijven ijveren voor het halveren van het percentage van de mensen die geen toegang hebben tot drinkbaar water of die geen middelen hebben om toegang te krijgen; evenals een gelijkaardige doelstelling naar voren gebracht door het Uitvoeringsplan van Johannesburg, dat tot doel heeft het percentage van de mensen die geen toegang heeft tot basisvoorzieningen inzake zuivering tot de helft te herleiden, om aan de bevolkingsgroepen die het meest water onbergen een prioritaire toegang te geven tot drinkbaar water en zuiveringsinstallaties en dit punt, onder de aandacht te brengen van de Europese Commissie en van de internationale instellingen;

59. vestigt de aandacht op de conflicten die door een gebrekkige bevoorrading en distributie van gemeenschappelijke waterbronnen zouden kunnen ontstaan, stelt de noodzakelijkheid vast om de inspanningen te verdubbelen om een watertekort te voorkomen, een geïntegreerd beheer van waterbronnen en een « good governance » voor wat betreft de exploitatie, het beheer, de bescherming en het gebruik van gemeenschappelijke waterbronnen binnen de Staten en tussen de Staten;

8. Het onvoldoende karakter van de vooruitgang naar de Millenniumdoelstellingen

8.1. De extreme armoede en de honger verminderen

60. de voedselzekerheid te verbeteren en de armoede krachtdadiger te bestrijden door het bevor-

ment agricole durable et en œuvrant à la reconnaissance du principe de souveraineté alimentaire;

8.2. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

61. de continuer à promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes dans le cadre de sa politique extérieure et de coopération et de veiller à ce que la thématique transversale de l'égalité des genres soit prise en compte et évaluée dans chacun des Objectifs du Millénaire; d'œuvrer à ce que soient prévus pour mesurer les avancées en termes de genre de nouveaux indicateurs pour chacun des Objectifs du Millénaire;

62. de soutenir les services de base et de sensibilisation actifs en matière de santé reproductive, particulièrement dans le domaine de la contraception et de l'avortement;

63. de reconnaître qu'assurer l'accès à l'information et aux services en matière de santé sexuelle et reproductive est essentiel pour la réalisation des Objectifs du Millénaire;

8.3. Assurer un environnement durable

64. de veiller à lutter contre la désertification qui érode les terres arables, de veiller à la sauvegarde des énergies fossiles et de faire le choix de l'énergie durable et renouvelable dans nos actions de développement; de veiller également à ce que l'Office national du Ducroire, dans ses actions, contribue également à l'effort de Kyoto et de veiller à ce que des crédits à l'exportation soient accordés prioritairement pour les projets d'énergies renouvelables dans les pays en développement.

Conclut en appelant le gouvernement à continuer à multiplier ses efforts afin de promouvoir la paix et la bonne gouvernance.

deren van een duurzame landbouwontwikkeling en door te streven naar de erkenning van het principe van de voedselsoevereniteit;

8.2. De gelijkheid van man en vrouw bevorderen alsook de zelfstandigheid van vrouwen

61. de gelijke kansen van mannen en vrouwen te blijven bevorderen in het kader van het buitenlands beleid en het beleid inzake ontwikkelingssamenwerking en erop toe te zien dat er met de transversale thematiek van de gelijkheid van de geslachten wordt rekening gehouden en dat deze wordt geëvalueerd binnen elke Millenniumdoelstelling; er voor te ijveren dat er nieuwe indicatoren zouden voorzien worden om de vooruitgang inzake gender voor elke Millenniumdoelstelling zou kunnen gemeten worden;

62. de basisdienstverlening en de actieve bewustmaking inzake reproductieve gezondheidszorg te steunen, vooral op het gebied van contragezie en abortus;

63. te erkennen dat het waarborgen van de toegang tot voorlichting en tot dienstverlening inzake seksuele en reproductieve gezondheidszorg essentieel is voor het bereiken van de Millenniumdoelstellingen;

8.3. Een duurzaam milieu waarborgen

64. de woestijnvorming die de bouw- en akkerlanden doen verdwijnen tegen te gaan, toe te zien op de bescherming van fossiele energie en te kiezen voor duurzame en hernieuwbare energie in onze projecten voor ontwikkelingssamenwerking; er eveneens op toe te zien dat de Nationale Delcrederedienst in zijn optreden bijdraagt tot het naleven van de verbintenis die te Kyoto zijn aangegaan en te zorgen dat exportkredieten prioritair worden gegeven voor projecten rond hernieuwbare energie in de ontwikkelingslanden.

Besluit met de regering op te roepen haar inspanningen te intensiveren om vrede en «good governance» te bevorderen.